



Rangée arrière : George Floresco, négociateur en chef de l'unité des FFRS, Manon Gagné, Anna Beale, Peter Butcher, Cathy Kennedy, Nancy Beauchamp, Sylvain Lapointe, négociateur en chef de l'unité urbaine, et Geoff Bickerton. **Rangée avant :** Sharon Samuels, Zaimeme Carter, Philippe Arbour, Barbara McMillan, Stephen Gale et Peter Denley.

Les négociations : une responsabilité collective

Le signal de départ a été donné. Nous n'avons toujours pas tous les détails des demandes de Postes Canada, mais il apparaît évident que le fossé entre les parties est énorme. Nous aurons donc beaucoup à faire pour convaincre l'employeur que sa stratégie de coupes et de reculs au nom de profits toujours plus élevés n'est pas la bonne. Nous croyons fermement que notre démarche, basée sur la croissance de Postes Canada, assurera l'avenir du service postal public et universel tout en maintenant des emplois de qualité.

Rappelons-nous que les négociations ne portent pas que sur les demandes de Postes Canada. Il y a aussi nos revendications. Et celles-ci sont particulièrement importantes parce que ce sont les travailleuses et travailleurs qui assurent le meilleur service possible à la population et qui doivent composer avec les problèmes dans les lieux de travail. Il est temps que Postes Canada reconnaisse notre contribution de façon concrète. Toutefois, ce n'est pas en s'attaquant à nos conditions de travail et à notre sécurité qu'elle y parviendra.

Voici donc quelques-unes de nos revendications.

Une seule convention collective

Le 1^{er} janvier 2004, après s'être mobilisés pour mettre un terme à des décennies d'exploitation, les membres FFRS ont enfin obtenu le statut d'employé. Depuis, le Syndicat négocie pour que les membres FFRS aient droit aux mêmes salaires et aux mêmes conditions de travail que leurs consœurs et confrères de l'unité urbaine.

Le défi sera de regrouper les deux unités, urbaine et rurale, de manière à ce que tous les membres y trouvent leur compte. Nous pourrions ainsi améliorer les salaires et les conditions de travail de tous les groupes, qui seront désormais visés par une seule et même convention collective.

Sécurité d'emploi, sous-traitance et nouveaux services

Parmi nos nombreuses revendications majeures, la pleine sécurité d'emploi est hautement prioritaire. Les dispositions sur la sécurité d'emploi doivent prévoir des garanties à long terme. Pour y parvenir, il nous faut de solides protections contre la sous-traitance de notre travail. Il est ici question de sécurité et de stabilité pour nos membres et leur famille.

Nous tenons à ce que Postes Canada se penche sur la prestation de nouveaux services qui génèrent des revenus. Cette démarche exige de l'employeur qu'il fasse confiance à ses effectifs. Les travailleurs et travailleuses, qui ont fait de Postes Canada une société d'État digne de confiance, possèdent la volonté et la capacité de fournir de nouveaux services, et ils joueront un rôle essentiel dans l'atteinte du succès de toute initiative qui sera mise de l'avant. Il nous faudra aussi prouver à Postes Canada que nos membres sont tout à fait en mesure d'accomplir une grande partie du travail actuellement confié à des sous-traitants.

Méthode de livraison

Depuis environ sept ans, les membres doivent composer avec la mise en œuvre de la transformation postale, aussi appelée poste moderne. Les négociations devront régler, une bonne fois pour toute, la question de la méthode de livraison à une liasse. D'autres aspects du système de livraison doivent être corrigés, dont le pourcentage de points de remise desservis, l'indice du volume de courrier et les valeurs de temps allouées aux tâches quotidiennes. Le système de livraison de colis, imposé par Postes Canada, est également déficient en ce sens qu'il ne tient pas compte de la fluctuation des volumes de colis, qu'il s'agisse

de hausses de courte durée ou d'une croissance générale. La situation entraîne d'importantes surcharges de travail, et nous devons absolument y remédier.

Santé et sécurité

Avant de mettre en place de nouvelles technologies ou de nouvelles méthodes de travail, Postes Canada doit mener une étude indépendante et sérieuse afin de détecter les risques pour la santé et la sécurité. Nous souhaitons aussi négocier des mesures de retrait préventif à l'intention des travailleuses enceintes et de celles qui allaitent.

Effectifs

Compte tenu du nombre excessif d'heures travaillées par les effectifs à temps partiel et temporaires, il nous faut établir un système de création d'emplois à plein temps. À cette fin, nous devons avoir accès à toutes les données pour être en mesure de repérer les endroits où le nombre d'heures travaillées par des effectifs à temps partiel justifie la création d'emplois à plein temps.

Déléguées et délégués sociaux

Un nombre croissant de membres vivent de la détresse, et certains ont même mis fin à leurs jours. Un réseau bien formé de déléguées et délégués sociaux nous serait d'une aide précieuse. Certaines régions comptent sur des équipes actives de déléguées et délégués sociaux, qui fournissent un soutien essentiel aux travailleurs et travailleuses en situation de crise ou qui vivent des moments très difficiles. Pour que la démarche s'avère efficace, le rôle des déléguées et délégués sociaux et leur droit à une formation adéquate doivent être reconnus officiellement dans la convention collective.

Salaires et avantages sociaux

Le gouvernement Harper a mis fin à la dernière ronde de négociations en nous imposant une loi spéciale de retour au travail, qui nous a privés de notre droit à la libre négociation collective et qui comportait des hausses de salaire inférieures à celles proposées par l'employeur! Pour nous, il est clair que le rattrapage salarial, c'est-à-dire l'augmentation de salaire que nous aurions dû recevoir, sera au cœur des négociations.

L'augmentation de salaire et la protection contre l'inflation ne sont pas les seuls éléments que nous devons défendre. Il importe aussi de bonifier les avantages sociaux des travailleurs et travailleuses et de protéger les avantages auxquels les membres ont droit une fois à la retraite.

Attitude de Postes Canada

Comme il a été mentionné plus haut, au moment de rédiger le présent article, nous ne connaissons toujours pas l'ensemble des détails des demandes de Postes Canada. Cependant, les propositions de reculs sont très nombreuses.

Ces propositions visent, entres autres, les heures payées mais non travaillées, comme les congés annuels, les pauses payées et autres congés, l'application d'un régime de retraite à cotisations déterminées, la réduction des avantages sociaux, ainsi que d'autres reculs, que nous expliquons dans nos bulletins.

Nous allons tout mettre en œuvre pour que Postes Canada comprenne que nous devons assurer notre avenir et que la prochaine convention collective doit corriger les problèmes vécus dans les lieux de travail.

Suite à la page 4

Page 2
Créer le service postal public de demain

Page 3
Arrivée d'une travailleuse des postes à la Chambre des communes : entrevue avec Karine Trudel



Page 4
Négociateur pour créer des emplois à plein temps

Page 5
Faire de Postes Canada un carrefour de services en vue d'un avenir durable



Page 6
Une banque postale
une banque pour tous!



Pages 8-12
Rapport des syndic

CONVENTION DE POSTE-PUBLICATION N° 40064660
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NON DISTRIBUABLE AU CANADA AU :
SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET
TRAVAILLEUSES DES POSTES
377, RUE BANK
OTTAWA (ONTARIO) K2P 1Y3



Nous sommes en train de négocier une nouvelle convention collective qui devra s'appliquer à la fois aux membres de l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) et aux membres de l'unité de l'exploitation postale urbaine. Il ne fait aucun doute que nous devons améliorer les salaires et les avantages sociaux et mettre fin à l'érosion des gains réalisés dans le passé.

La transformation postale et le plan en cinq points de Stephen Harper et Deepak Chopra ont nui au service postal et à nos conditions de travail. Les négociations en cours serviront non seulement à réparer ces torts, mais aussi à

Créer le service postal public de demain

accomplir bien davantage. Elles seront en fait l'occasion de définir le rôle futur du service postal public dans nos collectivités.

Nous arrivons à la table de négociation fin prêts à écouter la population et à nous attaquer directement aux défis que nous réserve l'avenir. Pour cela, nous adoptons une démarche en trois volets : protéger nos emplois, améliorer nos conditions de travail et offrir plus de services à la population. Nous savons qu'il est possible d'innover et de créer de nouveaux services. À preuve, dans le passé, les parties ont mis en œuvre des projets pilotes sur la prestation de nouveaux services et la création d'emplois.

Aujourd'hui, nous sommes inspirés par des exemples concrets qui ont fait leurs preuves ailleurs dans le monde. Nous sommes à l'écoute de la population sur le rôle que le service postal public pourrait jouer pour soutenir et dynamiser les collectivités. Nous allons nous battre pour de nouveaux services qui profiteront à la

population, aux travailleuses et travailleurs des postes et à Postes Canada dans son ensemble.

Cependant l'employeur est, pour sa part, beaucoup plus enclin à utiliser de l'information périmée et des études boiteuses dans le but de réduire le service postal et de le condamner à la désuétude.

La direction de Postes Canada compte malgré tout des visionnaires dans ses rangs. En effet, pendant près de quatre ans, elle a mené une étude exhaustive sur la possibilité d'offrir des services bancaires et financiers dans les bureaux de poste. Puis, l'étude a été étouffée, sans doute par le gouvernement Harper. Le président-directeur général de Postes Canada soutient que la haute direction de la société d'État ne possède pas l'expertise nécessaire à la mise en place et à l'exploitation d'une banque postale. Si les membres de la direction sont incapables d'innover, ils devraient alors laisser leur place à d'autres qui en seront capables.

Les représentantes et représentants de Postes Canada à la table de négociation sont coincés dans une vision étroite et ne peuvent envisager qu'une seule solution à la crise qu'ils ont fabriquée de toute pièce : imposer des compressions. Ils refusent d'examiner les idées que nous leur présentons et qui prennent appui sur le respect des travailleuses et travailleurs et des services publics, et qui prennent en considération le développement à long terme de la société d'État.

Nous les avons écoutés décrire en détail quelques-uns des changements qu'ils désirent apporter à la convention collective. Ils proposent de nous enlever des droits et de réduire nos salaires et nos avantages sociaux. Nous leur avons patiemment expliqué que nous ne sommes plus en 2011. Nous leur avons fait part de notre détermination à clore ce chapitre de la saga des FFRS et à inclure ces travailleuses et travailleurs dans la même convention collective que leurs consœurs et confrères de l'unité urbaine, et à obtenir des

améliorations pour tous les membres de cette unité de négociation unifiée.

Les représentantes et représentants de Postes Canada n'ont pas réagi à nos idées constructives, du moins pas encore. Il nous reste beaucoup de chemin à parcourir. Toutefois, nous comptons maintenir une démarche positive et appropriée même lorsque les négociations s'intensifieront. Nous ne laisserons pas l'employeur nous intimider ni nous traiter avec condescendance. Nous sommes déjà passés par là, et il n'y a aucune raison de tolérer ce genre de traitement plus longtemps. Grâce à l'appui des membres dans les lieux de travail et au soutien de nos alliés dans les collectivités, nul doute que nos efforts seront couronnés de succès.

Solidarité,

George Floresco
3^e vice-président national

À l'attention de la rédaction

La lecture du dernier numéro de *Perspective* m'a causé de vives préoccupations. Dans ce numéro, on parle du gouvernement Harper, du nouveau Conseil exécutif national, des négociations de l'unité des FFRS et de l'unité urbaine, de l'appui public pour notre campagne de riposte, de la tournée « Sauvons Postes Canada », du congrès national et du rapport du Conseil national des syndicats.

Perspective est destiné à tous les membres qui paient des cotisations syndicales. Tous les membres en reçoivent un exemplaire, alors pourquoi est-il impossible d'y trouver quoi que ce soit au sujet des membres des unités du secteur privé?

Nos consœurs et confrères de Dynamex, ici dans l'Ouest du pays, ne sont pas mentionnés une seule fois. Pourtant, ils avaient entrepris leurs négociations avant même que nous commençons nos réunions pour établir la liste de revendications pour les FFRS et l'unité urbaine. Ils ont subi des pertes d'emplois et des réductions de salaire. Ils se font royalement avoir par leur employeur, mais pas un mot à leur sujet!

Le STTP syndique des groupes en dehors du service postal public, mais il ne se donne même pas la peine de les inclure ensuite dans la vie syndicale. Nous commençons à ressembler à ces syndicats qui ne cherchent qu'à s'emparer d'une partie de l'argent durement gagné par les travailleuses et travailleurs, mais qui se fichent totalement d'eux.

À mon avis, le STTP doit des excuses aux membres des unités de négociation du secteur privé. Ils paient des cotisations à titre de membres du STTP et méritent d'être traités avec respect et sur un pied d'égalité au sein du syndicat.

Solidarité,

Troy Coburn, secrétaire-trésorier

Section locale 760 de Kelowna – Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes



Bonjour Troy,
et merci pour votre lettre.

Vous le savez sans doute, près de 1 000 membres du STTP font partie d'unités de négociation du secteur privé, et ce, d'un bout à l'autre du pays. Certains, comme les conductrices et conducteurs des services urbains fusionnés (SUF) et le personnel d'entretien des établissements postaux, travaillent aux postes et côtoient les membres des unités urbaine et rurale. D'autres travaillent dans le secteur des messageries le jour même, comme nos consœurs et confrères de Dynamex, et d'autres encore travaillent dans des ateliers d'impression ou assurent la prestation de services de répartition d'équipes de soins d'urgence. Le STTP est fier de représenter un groupe de travailleuses et travailleurs aussi diversifié!

Nous sommes très heureux de souligner que des membres du secteur privé jouent un rôle actif au sein du STTP partout au Canada et au Québec, y compris dans votre propre section locale, Kelowna, où le confrère Patrick Ward, conducteur de Dynamex, a été le tout premier membre du secteur privé élu président d'une section locale!

Cela dit, vous avez soulevé un point important, et nous en prenons bien note. Il est vrai que, dans les derniers numéros de *Perspective*, nous avons peu parlé des questions touchant les membres des unités du secteur privé. Nous allons prendre des mesures pour améliorer la situation. Ce n'est qu'en partageant nos histoires et en nous écoutant les uns les autres que nous pourrions prendre conscience de notre lutte commune et bâtir la solidarité entre nous. Nous nous engageons à bâtir cette solidarité et à partager les histoires des membres.

Solidarité,

George Floresco, rédacteur en chef

PERSPECTIVE STTP	
<p><i>Perspective</i> est publié en français et en anglais par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, 377, rue Bank, Ottawa (Ontario) K2P 1Y3. Tél.: (613) 236-7238 Téléc.: (613) 563-7861 www.cupw-sttp.org</p> <p>Écrivez-nous. Envoyez vos commentaires par courriel à la rédaction, à : commentaires@cupw-sttp.org</p> <p>Rédacteur en chef : G. Floresco</p> <p>Production et traduction : A. Boulet, C. Drouin, G. Laflamme, B. Luijkenaar, M. Parrot, M. Prévost</p>	<p>Adjointes et adjoints à la rédaction : D. Bleakney, M. Champagne, B. Collins, P. Denley, M. Palecek, J. Simpson</p> <p>Collaborateurs et collaboratrices : A. Ahmad, G. Bickerton, J. Crowell, J. Gillies, S. Lapointe, K. Matthews, A. Spires, K. Steinhoff</p> <p>Affiliations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Association canadienne de la presse syndicale • Congrès du travail du Canada (CTC) • Internationale des compétences et des services - UNI • Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) • Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
<p>Votre opinion nous intéresse. <i>Perspective</i> publiera toutes les lettres provenant des membres du STTP à condition qu'elles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • comptent 400 mots ou moins. Des articles plus longs peuvent être soumis à titre de commentaire; • ne dérogent pas aux politiques et aux principes du STTP, y compris à la politique contre la discrimination et le harcèlement à l'endroit des femmes, des personnes de couleur, des membres des Premières nations, des Inuits, des Métis, des lesbiennes, des gays, des personnes bisexuelles, des personnes trans et des personnes ayant des limitations fonctionnelles; • soient dactylographiées ou écrites lisiblement; • incluent le nom de l'auteur, l'adresse, la section locale et un numéro de téléphone où l'auteur peut être joint en cas de problème. <p><i>Perspective</i> publiera des lettres anonymes au besoin. Autrement, le nom et la section locale de l'auteur paraîtront au bas de la lettre.</p> <p><i>Perspective</i> communiquera avec les auteurs si la publication de leur lettre pose problème.</p> <p>Nous acceptons les lettres envoyées par la poste, par télécopieur et par courrier électronique.</p>	

Arrivée d'une travailleuse des postes à la Chambre des communes :

entrevue avec Karine Trudel

2015 a été une année marquante pour le STTP. Un des moments forts a été l'élection de Karine Trudel en tant que députée fédérale du Nouveau Parti démocratique de la circonscription de Jonquière, au Québec. La consœur Trudel a longtemps été présidente de la section locale 390 du STTP. De nombreux travailleurs et travailleuses des postes ont participé activement à sa campagne électorale. Avant d'entamer ses nouvelles fonctions de députée, Karine s'est rendue au bureau national du Syndicat pour s'entretenir avec le leadership national du STTP et accorder une entrevue au journal Perspective.

P : Karine, pourquoi as-tu décidé de te porter candidate du Nouveau Parti démocratique?

K : En juin 2014, à une émission de radio, Peter Mackay, alors ministre au sein du gouvernement Harper, avait déclaré que les femmes étaient sous-représentées à la Cour suprême du Canada parce qu'elles se sentaient coupables de travailler à l'extérieur du foyer et de ne pas être présentes pour élever leurs enfants.

Je suis moi-même mère de deux jeunes enfants, et, pendant huit ans, j'ai dû concilier travail et vie familiale. J'étais alors très engagée dans la vie syndicale, et je devais souvent m'absenter de la maison. Ce commentaire du ministre Mackay m'a piquée au vif! Tenir ce genre de propos à la radio, en 2014, ça m'a semblé tout simplement inacceptable.

Je suis donc allée rencontrer Dany Morin, député fédéral néodémocrate de la circonscription voisine de la mienne, pour lui faire savoir à quel point je trouvais honteux les propos du ministre Mackay. C'est là qu'il m'a dit que le NPD avait besoin de quelqu'un comme moi dans Jonquière, et que je devrais me présenter aux prochaines élections. Après en avoir discuté avec mes proches, j'ai pris la décision de me porter candidate du NPD aux élections de 2015.

P : Étais-tu présidente de section locale à ce moment-là?

K : Oui. Je suis restée présidente de la section locale 390 jusqu'en mai dernier, ensuite, la section locale a tenu des élections. Pour moi, c'était important de ne pas démissionner, ça me tenait vraiment à cœur. J'ai adoré les huit années passées à la présidence de ma section locale. C'était extraordinaire de pouvoir en apprendre autant en accomplissant le travail du syndicat au quotidien. Je voulais que le comité exécutif de la section locale sache que je ne me représentais pas, que je quittais mon poste, mais qu'en même temps j'étais très fière du travail accompli et que ça me faisait un gros pincement au cœur de partir.

P : Quel aspect de ton travail de factrice te plaisait le plus?

K : Le contact direct avec les gens, tous les matins, en parcourant mon itinéraire. On finit par s'attacher aux gens qu'on voit tous les jours. J'avais des conversations intéressantes avec eux. J'ai aidé beaucoup de clients, par exemple j'ai donné un coup de main à quelqu'un qui montait un abri d'hiver temporaire; j'ai aidé quelqu'un à retrouver son chien; j'ai aidé une dame à transporter ses sacs d'épicerie jusque dans sa maison parce que c'était glacé. Ce sont des petites choses qu'on fait au quotidien et qui comptent pour les clients, et aussi pour moi. Je me souviens encore d'expériences touchantes où des clients m'ont aidée quand j'ai commencé à travailler comme factrice, il y a quinze ans.

P : En quoi le fait d'avoir été présidente de section locale, militante et factrice a-t-il influencé ta décision de te lancer en politique?

K : Mon travail syndical comprenait beaucoup de réunions et de consultations, dont des consultations syndicales-patronales. C'est comme ça que j'ai commencé et que j'ai avancé au sein du Syndicat. Je suis devenue formatrice. J'ai donné énormément de formations; j'adorais motiver les jeunes travailleurs et travailleuses à prendre une part active à la vie syndicale. J'ai plaidé des griefs, et j'ai assisté à des réunions préalables aux négociations de même qu'à des réunions de consultation publique tenues après l'annonce du plan d'action en cinq points de Postes Canada. Aujourd'hui, je trouve très utile d'avoir appris à interagir directement avec le public et les médias. Ma formation syndicale m'a été d'un grand secours durant la campagne électorale. Les organisateurs de ma campagne ont eux-mêmes constaté que mon expérience auprès du public et au sein d'un comité exécutif portait fruit : je sais travailler en équipe, prendre des initiatives et gérer le stress. Le fait qu'ils l'ont remarqué m'a donné confiance.



P : Le militantisme syndical a donc été très formateur pour entrer dans l'arène politique?

K : Oui, certainement. À elle seule, la formation sur les médias m'a énormément aidée. Dans ma région, les médias sont nombreux, et il est possible d'être en contact étroit avec eux. Tout juste avant le lock-out de 2011, j'ai accordé beaucoup d'entrevues. J'avais l'impression qu'on m'interviewait toutes les 15 minutes, à la radio, dans les journaux, etc. Alors, quand la campagne électorale a commencé et que j'ai dû faire des entrevues, l'expérience acquise a été très utile.

P : En tant que députée, quelle sera ta première intervention à la Chambre des communes?

K : Je vais poser des questions sur Postes Canada. Évidemment, je continue d'apprendre les rouages de la fonction de député. Le NPD a l'intention d'écrire à la ministre responsable de Postes Canada, et les premières questions que nous entendons poser au gouvernement, après le discours du Trône, porteront sur ses intentions quant à l'avenir de Postes Canada, et s'il entend respecter son engagement de rétablir le service de livraison du courrier à domicile.

P : En terminant, si tu avais un seul message à transmettre à tes consœurs et confrères du STTP, que leur dirais-tu?

K : Je leur dirais de continuer, de faire un pas à la fois, mais de continuer!

Après l'entrevue qu'elle nous a accordée, la consœur Trudel a tenu promesse et a posé des questions sur Postes Canada à la Chambre des communes. Elle est porte-parole du NPD en matière de questions postales. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles fonctions!



La députée néodémocrate Karine Trudel et le président national, Mike Palecek, tiennent la caricature que le *Chronicle Herald* a publiée après l'annonce par Postes Canada de la suspension de son programme d'installation de BPCOM.

Négociier pour créer des emplois à plein temps

Depuis ses tout premiers débuts en 1965, le STTP se bat pour maximiser les possibilités d'emplois à plein temps à Postes Canada. Malheureusement, l'emploi à plein temps est en baisse, et il faut inverser cette tendance.

Il est important que les employées et employés temporaires et à temps partiel obtiennent enfin un emploi à plein temps. C'est pourquoi les dispositions de la convention collective de l'unité urbaine obligent Postes Canada à doter les postes vacants et à réduire au minimum le recours à de la main-d'œuvre occasionnelle et temporaire.

Au cours des dix dernières années, il y a eu, dans le groupe 1, une importante augmentation de la main-d'œuvre temporaire et à temps partiel, et une diminution drastique des heures travaillées par les effectifs à plein temps (voir le graphique).

Si on compare les onze premiers mois de 2005 (décembre est un mois à part) avec ceux de 2015, on constate un virage radical : les heures à taux régulier travaillées par les employées et employés à plein temps ont chuté de 37,1 %, tandis que celles travaillées par les effectifs à temps partiel et temporaires ont augmenté de 15,6 % et de 41,6 % respectivement. Entre 2005 et 2015, les heures supplémentaires ont diminué de 9,9 %, mais elles représentent un pourcentage accru du total des heures rémunérées.

ÉCHELLE NATIONALE : EFFECTIFS DU GROUPE 1 2005 - 2015				
	2005 Janv. – Nov.	2015 Janv. – Nov.	Variation	Variation exprimée en %
Heures normales payées – Effectifs à plein temps	24 283 928	15 275 733	-9 008 196	-37,1 %
Heures normales payées – Effectifs à temps partiel	4 547 232	5 255 605	+708 373	+15,6 %
Heures normales payées – Effectifs à durée déterminée et temporaires	1 285 711	1 821 007	+535 296	+41,6 %
Heures supplémentaires payées	750 965	676 388	-74 577	-9,9 %
Total des heures payées	30 867 837	23 028 733	-7 839 104	-25,4 %

EFFECTIFS DU GROUPE 1 : ÉTABLISSEMENTS SITUÉS EN MILIEU URBAIN : HEURES PAYÉES								
Établissement	2005				2015			
	% Plein temps	% Temps partiel	% Temp.	% Heures suppl.	% Plein temps	% Temps partiel	% Temp.	% Heures suppl.
St. John's	74,6	17,9	0,0	7,5	63,0	17,8	13,8	5,4
Halifax	88,7	17,2	0,0	2,1	54,0	38,0	6,7	1,3
Saint John	88,7	10,7	0,0	0,6	71,0	20,7	5,9	2,4
Moncton	79,5	17,0	0,0	2,8	80,8	18,9	16,9	3,4
Montréal (Saint-Laurent)	79,1	0,4	9,6	2,9	78,3	14,7	5,4	1,6
Ottawa	77,1	15,6	5,1	2,2	71,7	20,4	5,3	2,6
Toronto (Gateway)	79,4	14,8	2,2	3,6	53,0	30,0	10,3	6,7
Toronto (Centre-Sud)	86,0	11,0	0,5	2,5	68,0	26,5	4,6	0,9
Hamilton	75,9	16,6	1,1	0,4	74,2	15,9	6,2	3,6
London	88,9	14,8	0,7	3,6	71,7	13,3	0,8	6,2
Kitchener	81,3	14,1	0,7	3,9	68,5	24,7	4,1	2,7
Windsor	82,8	13,6	2,8	0,8	88,0	11,0	0,1	0,9
Winnipeg	83,2	12,2	0,0	4,6	74,9	19,0	6,1	1,0
Regina	88,0	9,7	0,0	2,3	72,3	18,3	7,7	1,7
Saskatoon	79,3	19,4	0,0	1,3	70,0	22,3	7,1	0,6
Edmonton	81,3	11,0	3,9	3,8	61,3	27,1	9,1	2,5
Calgary	76,9	14,7	4,7	3,7	65,4	22,4	8,6	3,6
Vancouver	83,5	10,9	4,4	1,2	67,3	16,0	12,4	4,3
Victoria	91,0	6,1	0,4	1,6	50,3	28,0	19,0	2,7
ÉCHELLE NATIONALE	78,7	14,7	4,2	2,4	66,3	22,8	7,9	2,9

Postes Canada fait fausse route. Les travailleurs et travailleuses des postes devraient bénéficier d'emplois stables à plein temps. Dans certains cas, Postes Canada pourrait même économiser en créant des emplois à plein temps, puisque les effectifs à temps partiel et à plein temps bénéficient des mêmes avantages sociaux.

À cause de la piètre dotation en personnel à Postes Canada, des milliers de membres du STTP ont une situation de travail précaire et n'ont aucune garantie d'un nombre d'heures de travail suffisant pour subvenir à leurs besoins. La situation des travailleurs et travailleuses temporaires, en particulier, est peu enviable : aucune sécurité d'emploi, heures de travail insuffisantes qui se traduisent par une faible rémunération et peu d'avantages sociaux.

Renverser la vapeur

Les négociations sont la tribune idéale pour régler les problèmes d'effectifs et permettre au plus grand nombre de travailleurs et travailleuses des postes d'obtenir un emploi sûr et prévisible assorti des droits et des avantages négociés durant toutes ces années.

Effectifs du groupe 1 – 2005-2015

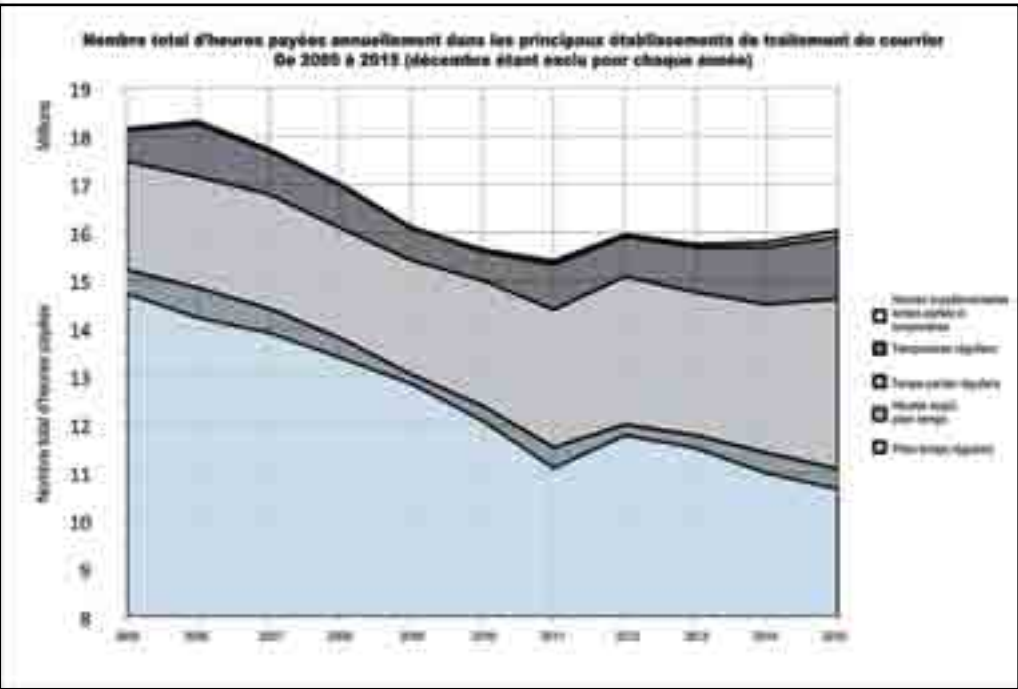
Heures travaillées par les effectifs à plein temps : en baisse de 37,1 %

Heures travaillées par les effectifs à temps partiel : en hausse de 15,6 %

Heures travaillées par les effectifs temporaires : en hausse de 41,6 %

Heures supplémentaires en baisse de 9,9 %

Total des heures rémunérées en baisse de 25,4 %



Faire de Postes Canada un carrefour de services en vue d'un avenir durable

Le 29 février dernier, Naomi Klein et l'équipe du manifeste « Un grand bond vers l'avant », le STTP et d'autres groupes ont lancé une initiative de grande envergure : faire de Postes Canada un chef de file de la transition rapide du Canada vers une nouvelle économie durable.

Environnementaliste de renommée mondiale, Naomi Klein est aussi l'auteure de nombreux livres, dont *No Logo* et *Tout peut changer*. Elle s'est associée au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, à l'organisme ACORN Canada, à l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA), aux Amis des services publics et à d'autres groupes pour souligner l'urgence de passer à une économie fondée sur les énergies renouvelables et expliquer le rôle que peut jouer le service postal public à cette fin. Cette initiative marque le début d'une nouvelle alliance entre les mouvements de justice climatique et de justice économique, le mouvement syndical et les peuples autochtones.

Mike Palecek, président national du STTP, Brenda McAuley, présidente de l'ACMPA, Donald Lafleur, vice-président du Congrès du travail du Canada et Gisèle Bouvier, du groupe ACORN, ont tenu une conférence de presse conjointe pour lancer l'initiative « Vers des collectivités durables ». Postes Canada peut devenir le carrefour de convergence de notre avenir économique ». Appelé à devenir un pilier en matière d'environnement, le service postal pourra ainsi réduire considérablement son empreinte carbone, favoriser la transition vers les énergies vertes et offrir des services bancaires et communautaires en plus de continuer d'assurer la livraison du courrier.

L'initiative propose diverses mesures, dont l'installation de bornes de recharge électriques à tous les bureaux de poste; le remplacement des véhicules de Postes Canada par des véhicules électriques construits au Canada; la rénovation écologique des bureaux de poste; des visites de vigilance effectuées par les facteurs et factrices auprès des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite; et la prestation de services bancaires pour desservir les populations laissées pour compte par les banques commerciales et soutenir les investissements dans les énergies renouvelables.

Vers des collectivités durables fait partie de la campagne destinée à appuyer le manifeste « Un grand bond vers l'avant », que le STTP a signé dès son lancement, l'automne dernier. D'initiative non partisane, le Manifeste déclare que le Canada doit se diriger sans tarder vers une société post-carbone, et ce, dans le respect des droits des Autochtones et l'atteinte de la justice économique. Des représentantes et représentants des mouvements de défense des droits des Autochtones et des droits sociaux, de justice alimentaire et environnementale, des regroupements confessionnels et des syndicats ont signé le manifeste.

Vers des collectivités durables s'ajoute également au programme environnemental rendu public récemment par le Congrès du travail du Canada et le Réseau pour une économie verte, intitulé « Un million d'emplois verts : Défi pour le Canada ». Ce programme vise la création d'un million d'emplois verts grâce à des investissements dans le solaire, l'éolien et la géothermie, la rénovation écologique des bâtiments, l'amélioration et l'expansion des transports en commun et la mise en place de trains à grande vitesse entre les villes situées dans les corridors urbains.

Propositions pratiques et réalisables

Presque toutes les propositions de l'initiative *Vers des collectivités durables* sont déjà en place dans d'autres pays :

• **Norvège** : Le service postal public a remplacé son parc de véhicules au diesel par des véhicules électriques.

• **Royaume-Uni, France, Nouvelle-Zélande, Brésil et Italie** : Dans chacun de ces pays, le service postal public exploite une banque postale dont les services, très prisés, s'adressent aux collectivités rurales, éloignées ou à faible revenu. Pour le service postal public, les services bancaires constituent de nouvelles sources de revenu.

• **Japon** : Le service postal public a élargi sa portée : les facteurs et factrices effectuent des visites de vigilance auprès des personnes âgées ou à mobilité réduite et livrent aussi de la nourriture.

• **France et Australie** : Dans ces deux pays, le service postal public met à profit son parc de véhicules pour livrer des aliments frais et surgelés, mettant ainsi les agriculteurs et les entreprises de la région en contact direct avec les consommateurs.

• **France** : Le service postal public a démarré un projet pilote grâce auquel les gens ont accès à des imprimantes 3D. De plus, la banque postale contribue au soutien des initiatives en matière de logement subventionné.

• **Suisse** : Le service postal public fournit un service de transport dans les régions rurales, et il propose aux entreprises un service de traitement des paiements en ligne.

• **Australie** : Le service postal public propose un service de paiement en ligne qui concurrence PayPal.

• **Italie** : Le service postal public fournit des services en ligne destinés aux entreprises.

À la tête du plus grand parc de véhicules et du plus grand réseau de points de vente au détail au pays, Postes Canada est bien placée pour élargir ses services et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Bâtissons l'économie de l'avenir

Voici six façons dont Postes Canada peut contribuer à la création d'une économie verte :

1. **Emplois verts** : Remplacer le parc roulant de Postes Canada par des véhicules électriques fabriqués au Canada créera des emplois dans le secteur de la mécanique et de la fabrication de véhicules et stimulera le secteur manufacturier.

2. **Infrastructure pour véhicules électriques** : Installer des bornes de recharge pour véhicules électriques à tous les bureaux de poste densifiera les infrastructures destinées à ce type de véhicules.

3. **Soins aux personnes âgées** : Étendre le rôle des facteurs et factrices pour qu'ils effectuent des visites de vigilance aux personnes âgées, ce qui permettra à la population vieillissante du pays de vivre de manière autonome plus longtemps.

4. **Financement des collectivités et des énergies renouvelables** : Rendre le crédit accessible aux personnes à faible revenu ou qui occupent un emploi saisonnier ou précaire mettra en échec les prêteurs sur salaire. Regrouper au même endroit les services d'accès aux subventions en matière d'énergies renouvelables, qu'il s'agisse d'appareils de chauffage écoénergétiques, d'équipements de production d'électricité verte ou de rénovation écologique.

5. **Production alimentaire locale** : Livrer des aliments frais, du champ à l'assiette, renforcera les réseaux locaux, apportera un soutien au milieu agricole et réduira la pollution.

6. **Entreprises locales** : Faire du bureau de poste un carrefour de convergence qui servira de courroie de transmission entre les entreprises novatrices et la population grâce au réseau de points de vente au détail le plus ramifié au pays.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Vers des collectivités durables : collectivitésdurables.ca

Vers des collectivités durables : Postes Canada peut devenir le carrefour de convergence de notre avenir économique <http://canadians.org/blog/delivering-community-power-how-canada-post-can-be-hub-our-next-economy>

Manifeste « Un grand bond vers l'avant » : <https://leapmanifesto.org/fr/un-grand-bond-vers-lavant/>

« Un million d'emplois verts : Défi pour le Canada » : <http://greeneconomy.net.ca/wp-content/uploads/sites/43/2015/03/OneMillionClimate-Jobs-Backgrounder-2016-FR.pdf>



L'initiative « Vers des collectivités durables » a été lancée à l'amphithéâtre national de la presse, le 29 février dernier. De gauche à droite : Donald Lafleur (Congrès du travail du Canada), Gisèle Bouvier (ACORN), Lynda Kitchikeesic (Idle No More), Mike Palecek (président national du STTP) et Naomi Klein.

Les négociations, ça nous concerne

Quel sera l'état d'esprit général de l'employeur? Le départ du gouvernement conservateur de Stephen Harper, départ auquel nous avons contribué, aura-t-il un effet sur les négociations? L'employeur va-t-il continuer de favoriser les compressions, ou se montrera-t-il plus enclin à investir dans des initiatives faisant place à la créativité et à l'innovation en matière de services? Nous souhaitons que la population puisse s'exprimer à ce sujet dans le cadre de l'examen du mandat de Postes Canada. Seul l'avenir nous le dira.

Notre force : la solidarité

Tout ce qui précède ne représente que quelques-uns des défis qui nous attendent. Et bien d'autres revendications sont, elles aussi, prioritaires. Le comité de négociation fera tout en son pouvoir pour défendre vos revendications, mais pour ce faire, votre appui lui sera essentiel. Ensemble, nous pouvons faire pression pour que le service postal public demeure viable et qu'il fournisse de bons emplois et un service de qualité digne du 21^e siècle.



Une banque postale est une banque qui utilise le réseau postal pour offrir des services financiers et bancaires. L'idée n'est ni nouvelle ni radicale. Dans de nombreux pays, la banque postale :

- rejoint tous les segments de la population; favorise le développement économique; génère des revenus servant au maintien du service postal public et de ses emplois.

- En fait, jusqu'en 1969, le service postal canadien a exploité une caisse d'épargne nationale. La création d'une banque postale serait-elle aujourd'hui possible? Certainement!

Pourquoi créer une banque postale?

1. Les banques canadiennes ne répondent pas aux besoins d'une partie de plus en plus grande de la population. Des milliers de localités ne comptent aucune succursale bancaire, mais bon nombre sont dotées d'un bureau de poste, et celui-ci pourrait leur fournir des services bancaires et financiers.
2. Au Canada, tant à la ville qu'à la campagne, près de deux millions de personnes ont désespérément besoin d'une solution de rechange aux services usuriers des prêteurs sur salaire. Une banque postale pourrait justement être cette solution de rechange.
3. Malgré les profits faramineux qu'elles réalisent, les banques canadiennes réduisent leurs services, ferment des succursales et exigent des frais de service et de guichet automatique parmi les plus élevés au monde. La population mérite mieux.
4. Depuis quelques années, partout dans le monde, les administrations postales, Postes Canada y compris, constatent un déclin des volumes de courrier standard. De nombreuses administrations postales ont ajouté la prestation de services financiers à leur gamme de services dans le but de réduire leur dépendance aux revenus générés par le courrier standard, qui est en baisse. La prestation de services bancaires et financiers viendrait augmenter les revenus de Postes Canada, lui permettant ainsi d'accroître sa capacité à fournir un service postal public et de créer de bons emplois partout au pays.

La prestation de services bancaires, c'est payant!

Nouvelle-Zélande : En 2014, la Kiwibank a généré 81 % des profits après impôts du service postal néo-zélandais.

Suisse : En 2014, PostFinance a généré 48 % des profits d'exploitation du service postal suisse.

Italie : En 2014, les profits de BancoPosta ont permis au service postal public de dégager des profits de 57 millions d'euros (86,1 millions \$ CA), et ce, malgré les pertes subies par le secteur de la poste.



France : En 2014, la Banque Postale a réalisé des profits d'exploitation de 842 millions d'euros (1,271 milliard \$ CA), qui ont largement contribué aux profits d'exploitation du Groupe La Poste, lesquels se sont élevés à 719 millions d'euros (1,085 milliard \$ CA).

Sources : New Zealand Post, La Poste Suisse, Poste Italiane et Le Groupe La Poste, 2014

Avantages socio-économiques d'une banque postale

France : La Banque Postale est tenue de fournir des produits et des services au plus grand nombre possible. Elle ouvre gratuitement un compte d'épargne à toute personne qui en fait la demande. De plus, elle fournit des services bancaires aux personnes vulnérables sur le plan financier, et elle consent des prêts destinés au logement social, à la microentreprise et aux organismes bénévoles.

Brésil : Depuis sa création, en 2002, la banque postale du Brésil, Banco Postal, a ouvert plus de 6 200 succursales, et elle a permis à près de dix millions de personnes d'ouvrir un compte bancaire. Ces efforts visent principalement à répondre aux besoins des populations pauvres et marginalisées des régions rurales et sous-développées du pays.

Italie : Au nom de la société Cassa di Risparmio di Roma (CDR), BancoPosta propose des comptes courants, des comptes d'épargne et des services de paiement. La CDR, propriété de l'État à 80 %, soutient le développement du pays grâce aux mesures suivantes : financement d'infrastructures publiques, soutien aux autorités locales pour leur permettre de tirer parti de leurs actifs immobiliers, investissement dans le logement social et soutien des politiques d'efficacité énergétique.

Présence d'une caisse d'épargne postale au Canada jusqu'en 1969

Pendant un siècle, le Canada a eu sa propre caisse d'épargne postale. En effet, immédiatement après la Confédération, en 1867, le gouvernement fédéral a adopté une loi mettant sur pied une caisse d'épargne qui s'adressait aux classes ouvrières et aux habitants des petites villes. La caisse d'épargne postale a lancé ses activités en 1868. Elle comptait alors 81 points de service qui se sont vite multipliés, car dès 1884, elle en comptait 343. Ses quelque 67 000 comptes totalisaient 13 millions de dollars. Toutefois, dans les années 1890, la caisse d'épargne a été l'objet de manœuvres de la part des banques à charte. Celles-ci, aux prises avec une récession, se sont mises à vouloir attirer les petits épargnants qui déposaient leur argent à la caisse d'épargne, et elles ont tout fait pour nuire à cette dernière. En 1898, elles ont réussi à faire pression sur le gouvernement pour qu'il ramène de 3 % à 2,5 % le taux d'intérêt en vigueur à la caisse d'épargne. Elles ont aussi fait pression sur le gouvernement pour que la caisse d'épargne postale soit interdite de publicité. Au fil du temps, les banques à charte et les coopératives d'épargne sont devenues de plus en plus présentes partout au pays. Le service postal et le gouvernement ont peu à peu perdu intérêt à maintenir la prestation de services bancaires, et, en 1969, la caisse d'épargne postale a cessé ses activités.

Soutien envers la création d'une banque postale

Municipalités : Plus de 600 municipalités, de partout au pays, ont adopté une résolution appuyant la mise sur pied d'une banque postale.

Population : Près des deux tiers (63 %) des répondants à un sondage Stratcom mené en 2013 se disent favorables à la mise en place, à Postes Canada, de nouveaux services générateurs de revenus, y compris des services financiers comme le paiement de factures, des services assurantiels et des services bancaires.

Postes Canada : D'anciens PDG de Postes Canada, Michael Warren, André Ouellet et Moya Greene, ont étudié la possibilité d'accroître la présence de Postes Canada sur la scène des services financiers, et ils ont même fait la promotion de cette idée.



Union postale universelle (UPU) : L'UPU, une agence des Nations Unies, estime que les administrations postales devraient envisager d'élargir leur gamme de services financiers. À cette fin, elle a conçu une feuille de route internationale expliquant la nécessité d'un développement continu des réseaux postaux qui tiennent compte des trois dimensions suivantes : physiques, financières et numériques.

Partis politiques fédéraux : La plupart des partis politiques fédéraux ont exprimé leur soutien envers la création d'une banque postale ou se sont dits intéressés par cette idée. En 2014, le porte-parole libéral en matière de questions postales a déclaré que les avantages de la prestation de services bancaires devraient être étudiés en fonction d'un éventail d'options possibles pour l'avenir de Postes Canada.

Au Canada, tant à la ville qu'à la campagne, près de deux millions de personnes ont désespérément besoin d'une solution de rechange aux services usuriers des prêteurs sur salaire.

La population mérite mieux.

Étude secrète de Postes Canada sur la prestation de services bancaires

Durant quatre ans, Postes Canada a mené une étude sur la prestation de services bancaires, et selon cette étude, il s'agirait d'une solution gagnante sur toute la ligne pour la société d'État. L'étude en question a été obtenue grâce à une demande d'accès à l'information. Malheureusement, 701 des 811 pages de l'étude ont été censurées. Le STTP a demandé au PDG de Postes Canada de rendre public le rapport complet de l'étude, mais il a refusé.

À quoi peut ressembler une banque postale?

Il existe de nombreux modèles de banques postales. Certaines administrations postales mettent sur pied leur propre banque. D'autres agissent à titre d'intermédiaires financiers en fournissant des services en partenariat avec des banques et d'autres institutions financières, par exemple des coopératives d'épargne. L'administration postale conclut alors une entente avec une ou plusieurs institutions financières présentes à l'échelle nationale ou dans différentes régions du pays. Certaines banques postales proposent une gamme étendue de services financiers, tandis que d'autres ont une gamme limitée de services.

Services proposés par les banques postales :

- Comptes-chèques et comptes d'épargne;
- Transactions en ligne;
- Guichets automatiques;
- Cartes de crédit, cartes de débit, cartes prépayées;
- Transferts de fonds, y compris vers l'étranger;
- Assurances (habitation, auto, voyage, etc.)
- Crédit et prêts hypothécaires;
- Produits d'investissement (REER, fonds mutuels, rentes viagères)
- Devises étrangères;
- Autres services, par exemple des conseils financiers.

Examen de Postes Canada

Le STTP veut que l'examen de Postes Canada recommande l'ajout de services bancaires et financiers à la gamme de services de Postes Canada, ou, à tout le moins, la mise sur pied d'un groupe de travail qui déterminera la meilleure façon, pour Postes Canada, de fournir des services bancaires et financiers.

Le STTP sollicite votre appui en vous demandant de formuler cette recommandation au Comité chargé de l'examen de Postes Canada.

Pour en savoir plus :

Une banque postale, une banque pour tous!
www.servicesbancairespostaux.ca

Pourquoi le Canada a besoin de services bancaires postaux
www.policyalternatives.ca/publications/reports/pourquoi-le-canada-besoin-de-services-bancaires-postaux

Les banques délaissent des pans entiers de la population : vivement une banque postale
stp.ca/fr/vivement-une-banque-postale

Pourquoi les bureaux de poste ont besoin d'offrir des services bancaires
cpaa-acmpa.ca/pub/files/banking_services_SEPT23Fra.pdf

Peut-on compter sur les services bancaires pour assurer l'avenir des services postaux?
stp.ca/fr/compter-sur-les-services-bancaires-postaux



1. INTRODUCTION

Le Conseil national des syndicats s'est réuni du 26 janvier au 8 février 2015 au bureau national du Syndicat, à Ottawa, pour effectuer sa quatrième vérification du mandat 2011-2015.

Nous avons, ainsi que le prévoient les paragraphes 4.96 à 4.99 des statuts nationaux, effectué la vérification des transactions financières du Syndicat pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Le travail du Conseil national des syndicats consiste à examiner les livres de la trésorerie nationale, les pièces justificatives se rapportant aux dépenses, les relevés de dépenses des dirigeants et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux des paliers national et régional ainsi que tout autre document que nous avons jugé utile et nécessaire pour une saine administration des fonds du Syndicat.

2. COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL DES SYNDICS

Les membres formant le Conseil national des syndicats sont :

Région du Centre	conseiller Bay Collins	Présidente
Région du Pacifique	confrère Anthony Holzer	Secrétaire
Région de l'Atlantique	confrère Kevin Peterson	Membre
Région du Québec	conseiller Josée Lambert	Membre
Région du Montréal métropolitain	confrère Roland Savard	Membre
Région du Toronto métropolitain	conseiller Adèle Chaulain	Membre
Région de l'Ontario	conseiller Dorena Hardy	Membre
Région des Prairies	conseiller Arla Mepham	Membre

Au cours de sa toute première réunion, qui a eu lieu le 13 février 2012, le Conseil national des syndicats a élu la conseillère Bay Collins, de la région du Centre, à titre de présidente, et le confrère Anthony Holzer, de la région du Pacifique, à titre de secrétaire.

La conseillère Josée Lambert n'a pu participer à la quatrième vérification. Elle a été remplacée par le 1^{er} membre suppléant de sa région respective, soit le confrère Jean Marcon, de la région du Québec.

3. RÉSOLUTIONS ET REGISTRES DES PROCÈS-VERBAUX

Le Conseil national des syndicats a vérifié toutes les résolutions et tous les registres des procès-verbaux des réunions du Conseil exécutif national pour la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, en s'attardant aux résolutions comportant des transactions financières, conformément au paragraphe 4.99 des statuts nationaux.

Dans le cadre de la présente vérification, le Conseil national des syndicats a trouvé peu de résolutions qui ne précisaient pas le montant des dépenses prévues et les fonds auxquels elles devaient être imputées d'une manière qui lui permettrait de vérifier adéquatement si les dépenses en question sont conformes aux statuts nationaux. Le Conseil national des syndicats constate donc une amélioration en ce qui concerne les résolutions formulées au cours de ce mandat par le Conseil exécutif national.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que le Conseil exécutif national retarde l'examen d'une résolution tant que celle-ci ne comportera pas d'estimation de coûts, d'échéancier et d'indication des fonds auxquels ces coûts seront imputés.

Le Conseil continue d'apporter des améliorations à cet égard. Si le Conseil peut retarder une décision jusqu'à ce qu'il ait en sa possession toute l'information financière pertinente sans que cela ne fasse augmenter les coûts, il le fera. Quel qu'il en soit, le personnel comptable estimera le coût de chaque résolution du Conseil et l'inclura au procès-verbal avant son adoption.

4. VÉRIFICATIONS ANNUELLES

Le Conseil national des syndicats s'est réuni du 26 janvier au 8 février 2015, conformément au paragraphe 4.96 des statuts nationaux, pour effectuer sa quatrième vérification depuis le congrès national de 2011. La vérification du Conseil national des syndicats a porté sur une année entière, soit du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Aucune date n'est encore prévue pour la première vérification du mandat de 2015-2019 du Conseil national des syndicats.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que le Conseil national des syndicats nouvellement élu obtienne deux jours ouvrables de plus pour effectuer sa première vérification du mandat de 2015-2019 pour former les nouveaux membres au rôle et aux responsabilités du Conseil national des syndicats, tel qu'ils sont énoncés dans les statuts nationaux, et pour permettre aux nouveaux membres de se familiariser avec le processus de vérification annuelle.

Le Conseil exécutif national qui sera élu au congrès national de mai 2015 examinera cette recommandation et en tiendra compte lorsqu'il préparera le calendrier d'activités de 2015-2019.

- Que la secrétaire-trésorière nationale ou le secrétaire-trésorier national communique dès que possible aux membres du Conseil national des syndicats les dates de la première vérification qui aura lieu en 2016.

Dès que le prochain Conseil exécutif national aura établi le calendrier d'activités du mandat de 2015-2019, il le fera parvenir aux membres du Conseil national des syndicats.

5. DÉPENSES LIÉES À LA GRÈVE ET AU LOCK-OUT

Au cours de la présente vérification, le Conseil national des syndicats a vérifié les montants qui ont été prélevés du fonds de défense pour payer le coût des activités légales liées à la grève et au lock-out, conformément au paragraphe 7.20 des statuts nationaux.

Les « montants dus par les sections locales » sont soustraits des ristournes destinées aux sections locales.

Les données du tableau ci-dessous correspondent aux états financiers vérifiés des sections locales reçus au 30 juin 2014.

	AVANCES SUR ALLOCATIONS DE GRÈVE/ LOCK-OUT	ALLOCATIONS DE GRÈVE/ LOCK-OUT	AUTRES DÉPENSES*	FONDS RETOURNÉS PAR LES SECTIONS LOCALES	MONTANTS DUS PAR LES SECTIONS LOCALES
RÉGIONS					
Ontario	1 606 248,05	1 238 984,00	7 875,08	358 688,97	700,00
Pacifique	1 217 381,90	965 363,00	4 831,00	247 104,10	83,80
TOTAL	2 823 629,95	2 204 347,00	12 706,08	605 793,07	783,80

* Les dépenses liées aux allocations de grève ou de lock-out comprennent tous les états financiers engagés pour la distribution des allocations.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que le secrétaire-trésorier national, conjointement avec les directeurs nationaux, veille à ce que les sections locales fassent parvenir leurs états financiers définitifs et les montants dus au bureau national du Syndicat.

Le bureau national du Syndicat a reçu tous les états financiers relatifs aux allocations de grève ainsi que tous les montants dus par les sections locales.

6. DÉPENSES RELATIVES AUX NÉGOCIATIONS

Durant la période visée par la présente vérification, le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses relatives aux négociations des divers unités de négociation.

Les dépenses engagées pour l'unité de négociation des FFRS totalisaient 6 914 \$.

7. RAPPORTS FINANCIERS LOCAUX

Le Conseil national des syndicats a examiné toutes les états financiers annuels reçus des sections locales pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Les formulaires du rapport financier pour la période visée par la vérification ont été envoyés aux sections locales conformément au paragraphe 9.30 des statuts nationaux. Aux termes du paragraphe 9.29 des statuts nationaux, il incombe à toutes les sections locales de préparer des états financiers annuels et de les soumettre au secrétaire-trésorier national.

	N ^o de sections locales dans la région	États financiers non remis pour 2013-2014	Sections locales sans états	Non-paiement au conseil du travail ^(*)
Atlantique	35	2	0	12
Québec	22	7	0	7
Montréal métro	2	0	1	0
Centre	36	7	0	15
Toronto métro	2	2	0	2
Ontario	29	6	1	4
Prairies	38	11	0	9
Pacifique	36	10	1	18
Total	207	45	3	67

(*) Ne comprend pas les sections locales qui n'ont pas remis d'états financiers pour l'exercice financier 2013-2014, étant donné que nous n'avons aucun moyen de vérifier si elles ont versé leur capitation à leur conseil du travail, ou si elles sont passées de la liste.

7.1 Pour la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, 45 sections locales n'ont pas remis leurs états financiers annuels. Il s'agit de huit sections locales de plus que pour l'exercice 2012-2013.

7.2 Il y a 67 sections locales qui n'ont pas versé leur capitation à leur conseil du travail. Il s'agit d'une diminution de 12 sections locales par rapport à l'exercice 2012-2013. Cette exigence est énoncée au paragraphe 9.42 des statuts nationaux.

7.3 Aucune section locale, à l'exception d'une seule, n'a pas présenté ses états financiers annuels sur le formulaire prévu à cette fin. Il s'agit d'un formulaire que le secrétaire-trésorier national envoie à l'ensemble des sections locales.

Malgré des rappels annuels et des instructions précises de la part du secrétaire-trésorier national sur la façon de présenter les états financiers annuels, 58 sections locales ont présenté des états financiers incomplets et non équilibrés.

L'utilisation de méthodes comptables peu fiables et le manque de renseignements nous empêchent de déterminer si les états financiers sont ou non équilibrés.

7.4 Si l'on additionne les 45 sections locales qui n'ont pas présenté leurs états financiers pour la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, aux 58 sections locales qui ont présenté des états financiers non équilibrés, nous arrivons à un total qui représente 90 % de l'ensemble des sections locales.

7.5 Certaines sections locales ont d'autres fonds que le fonds général. Nous avons constaté que certaines sections locales rendent compte de tous leurs fonds, alors que d'autres ne le font pas.

7.6 Trois sections locales n'ont pas remis leur états financiers annuels au cours des sept dernières années; deux sections locales ne l'ont pas fait depuis cinq ans; deux sections locales, depuis quatre ans; quatre sections locales, depuis trois ans et sept sections locales, depuis deux ans.

Sections locales qui n'ont pas remis leurs états financiers depuis...				
2007	2009	2010	2011	2012
Big River, Prairies	Bathurst, Prairies	Courmay, Pacifique	Niagara, Centre	Missoula, Centre
Swift Current, Prairies	Chatham, Ontario	Master Jan, Prairies	Diamond Creek, Pacifique	Niverville, Centre
Weyburn, Prairies			Prince Rupert, Pacifique	Grande-Lévesque, Atlantique
			Fer McHenry, Prairies	Lethbridge, Prairies
				Napanee, Prairies
				Roslin-Norwich, Québec
				Toronto

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

7.1 Que le secrétaire-trésorier national, de concert avec le directeur national de chaque région, continue de communiquer par écrit avec toutes les sections locales pour leur rappeler de s'acquitter de leurs obligations prévues au paragraphe 9.29 des statuts nationaux. Une copie de l'avis en question est versée au dossier des états financiers annuels de la section locale au bureau national.

Tous les ans, le bureau national du Syndicat informe les sections locales de leurs obligations aux termes du paragraphe 9.29 des statuts nationaux. Des rappels sont envoyés aux sections locales qui n'ont pas soumis leurs états financiers annuels. Ces rappels sont aussi envoyés en copie conforme à la directrice ou au directeur national. À l'avenir, une copie du rappel sera versée au dossier de la section locale.

7.2 Que le secrétaire-trésorier national, de concert avec le directeur national de chaque région, communique par écrit avec toutes les sections locales pour leur rappeler de s'acquitter de leurs obligations prévues au paragraphe 9.42 des statuts nationaux. Lorsqu'une section locale ne verse pas sa cotisation au Conseil du travail et du district, elle doit joindre une lettre d'explication à ses états financiers annuels.

La lettre de présentation envoyée aux sections locales avec le formulaire d'état financier annuel mentionne l'obligation qui incombe aux sections locales de verser la capitation au Conseil du travail de leur district. Nous modifierons les directives détaillées sur la façon de remplir ce formulaire pour y indiquer l'obligation de verser la capitation au conseil du travail du district et les conséquences du non-paiement de cette capitation.

7.3 Que les états financiers annuels des sections locales qui ne sont pas équilibrés ou qui sont incomplets soient retournés aux sections locales fautive(s). Que le directeur national fournisse la formation nécessaire aux sections locales en question pour qu'elles présentent des états financiers annuels équilibrés et complets.

Dans le passé, lorsque les états financiers annuels d'une section locale étaient mal remplis ou que les soldes d'ouverture et de fermeture ne correspondaient pas, la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national communiquait avec la section locale pour lui indiquer où il pourrait y avoir des erreurs et proposer des façons de les corriger. Cette façon de procéder prenait beaucoup de temps et n'était pas utilisée dans tous les cas. Le bureau national se concentrera de remanier les états financiers incorrects ou incomplets, comme l'a suggéré le Conseil national des syndicats, et surveillera les résultats.

7.4 Que le secrétaire-trésorier national, de concert avec le directeur national de chaque région, communique par écrit avec toutes les sections locales pour leur rappeler de rendre compte de tous les fonds de la section locale, conformément au paragraphe 9.30 des statuts nationaux.

Aux termes des statuts nationaux, les sections locales bénéficient d'une certaine autonomie. Les exigences relatives aux états financiers permettent d'assurer que les évaluations syndicales sont comptabilisées et dépensées à des fins appropriées. La lettre de présentation qui accompagne les formulaires d'état financier annuel insiste sur la nécessité de rendre compte de tous les fonds recueillis à titre de cotisations syndicales.

7.5 Que le secrétaire-trésorier national, de concert avec le directeur national de chaque région, communique par écrit avec les sections locales concernées pour enquêter sur le non-respect du paragraphe 9.29 des statuts nationaux. Le secrétaire-trésorier national applique le paragraphe 9.31 des statuts nationaux.

Le bureau national retient les ristournes des sections locales qui ne remettent pas leurs états financiers annuels à temps, conformément au paragraphe 9.31. La mise en attente d'une section locale ou sa fusion à une autre est une mesure prise en fonction de la recommandation de la directrice ou du directeur national.

8. DÉPENSES RELATIVES AUX ACTIVITÉS RÉGIONALES

Le Conseil national des syndicats a examiné les comptes de dépenses liés aux activités syndicales pour lesquelles les directeurs nationaux ont reçu une avance. Au cours de la période visée par la présente vérification, 35 activités ont eu lieu dans les huit régions.

8.1 Toutes les régions ont remis leurs relevés de dépenses comme l'exige le paragraphe 7.13 des statuts nationaux. Les pièces justificatives incluses sont claires et facilement vérifiables.

Les membres du Conseil national des syndicats sont conscients des efforts déployés par les régions, et nous invitons ces dernières à poursuivre sur cette voie.

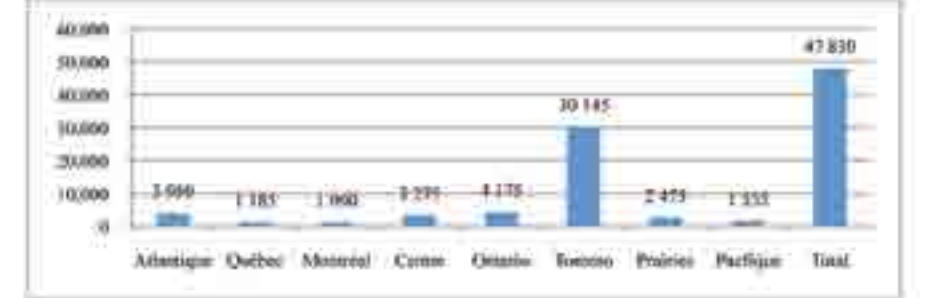
8.2 Au 30 juin 2014, six des huit régions avaient un solde impayé. Une seule région n'avait aucun solde à payer au bureau national. Il faut s'y attendre, compte tenu des délais entre le versement des avances, la tenue des activités et le rapprochement final des comptes. Les soldes impayés ne donnent pas vraiment matière à inquiétude, en autant qu'ils fassent l'objet d'un rapprochement en temps opportun.

Le Conseil national des syndicats reconnaît les efforts consentis par les régions pour concilier ces comptes; la conciliation des comptes ayant soulevé des préoccupations lors de vérifications précédentes.

8.3 Remboursement des frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée

Le Conseil national des syndicats s'enquiert de ce que les membres ne soient pas bien comprendre la marche à suivre pour demander un remboursement de leurs frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée.

Pour la période visée par la présente vérification, le total des coûts afférents au remboursement des frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée se chiffre à 47 830 \$.



Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

8.1 Que les paliers national et régional du Syndicat communiquent clairement la marche à suivre aux membres qui veulent obtenir le remboursement de frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée.

Les lignes directrices en matière d'admissibilité au remboursement des frais de garde ou de soins à une personne âgée sont décrites au verso du formulaire de demande de remboursement. Les directeurs nationaux savent qu'il leur incombe de veiller à ce que ces lignes directrices soient respectées.

9. DÉPENSES ENGAGÉES PAR LES BUREAUX RÉGIONAUX

Le Conseil national des syndicats a examiné les dossiers contenant les relevés bancaires, les états de rapprochement, les formulaires et les reçus des dépenses engagées par les bureaux régionaux pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

9.1 Le bureau national puis maintenant les dépenses de sept des huit bureaux régionaux. La région du Montréal métropolitain continue de soumettre un relevé mensuel de dépenses.

9.2 Toutes les régions ont remis un rapport de rapprochement bancaire relativement aux dépenses imputées au Fonds général ainsi qu'un rapport de rapprochement bancaire relativement au compte d'activité.

- Pour la période visée par la présente vérification, nous constatons que les bureaux des régions de l'Atlantique, du Toronto métropolitain et du Pacifique ont fermé leur compte bancaire réservé aux réunions.

- Nous constatons également que, pour la période visée par la présente vérification, les comptes bancaires réservés aux réunions des régions du Québec, du Centre, de l'Ontario et des Prairies demeurent encore ouverts.

- La région de l'Ontario a, dans son compte réservé aux réunions, un solde de 6 963,54 \$ à remettre au bureau national.

Le Conseil national des syndicats encourage fortement les directeurs nationaux à continuer de soumettre des copies des états de rapprochement bancaire de tous les comptes appartenant au Syndicat, et ce, conformément à une décision préalable prise par le Conseil exécutif national en juin 2000.

10. FRAIS D'ARBITRAGE

Le Conseil national des syndicats est d'avis qu'il serait possible de faire une utilisation plus efficace des frais juridiques, comme il l'indique dans son dernier rapport.

	Arbitrage et frais d'arbitrage ^(*)	Frais juridiques et honoraires professionnels ^(**)	Statut	Plaidoiries et plaideuses	Intervenant FFRS	Autres	Total
Brut	163 415,19 \$	312 538,82 \$	33 499,98 \$			149 402,16 \$	659 155,95 \$
Atlantique	296 222,84 \$	330,30 \$	9 935,58 \$	812,83 \$		383,85 \$	307 135,50 \$
Québec	105 599,81 \$	85 107,36 \$	4,43 \$			146,83 \$	191 111,67 \$
Montréal	177 623,20 \$	90 916,33 \$	2 043,10 \$		1 022,48 \$	936,34 \$	278 762,54 \$
Centre	81 028,21 \$	65 438,31 \$	402,34 \$			741,17 \$	147 102,63 \$
Ontario	904 346,17 \$	257 497,11 \$	4 387,73 \$			842,03 \$	1 167 142,54 \$
Toronto	130 771,73 \$	226 566,38 \$	2 875,30 \$			8 027,07 \$	371 741,17 \$
Prairie	824 300,18 \$	2 906,01 \$	1 857,29 \$			5 916,01 \$	834 979,50 \$
Pacifique	31 872,14 \$	4 976,33 \$	1 534,68 \$	20 825,11 \$	1 036,70 \$	4 267,01 \$	39 801,67 \$
Total	1 569 476,41 \$	1 348 871,43 \$	31 879,61 \$	22 855,34 \$	1 059,17 \$	3 671,36 \$	2 954 228,46 \$

(*) Les frais d'arbitrage incluent les frais liés aux arbitres aux fins de premier arbitrage seulement.
(**) Les honoraires professionnels sont combinés aux frais juridiques aux fins du présent tableau seulement. Ces honoraires ont été engagés par le bureau national (4 377,74 \$), l'Ontario (1 485,60 \$) et le Pacifique (76,74 \$).

10.1 Le total des frais d'arbitrage (tableau au complet) est de 3 274 280,45 \$. Ce montant est réparti en six catégories.

10.2 À part quelques exceptions, les frais juridiques demeurent élevés dans les bureaux régionaux et le bureau national. Ces derniers devraient recourir aux services des dirigeants et dirigeants, des permanentes et permanents syndicaux et des plaideurs et plaideuses pour réduire leurs frais juridiques, comme le prévoit l'alinéa 10.08 i).

10.3 Il n'y a pas eu d'erreurs comptables dans le calcul des frais juridiques. Il ne faut aucun doute que certaines régions n'ont pas recouru aux avocats tandis que d'autres font appel à des avocats pour la procédure d'arbitrage.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que le Syndicat forme des plaideurs et plaideuses et les affecte à des arbitrages, conformément à l'alinéa 10.08 i) des statuts nationaux.

L'alinéa 10.08 i) des statuts nationaux prévoit que les permanentes et permanents syndicaux régionaux préparent et présentent des dossiers à la procédure formelle d'arbitrage dans le but de réduire le recours aux avocats. Cette mesure est mise en application dans la plupart des régions et se poursuivra de plus en plus.

- Que les permanentes et permanents syndicaux jouent un plus grand rôle dans le processus d'arbitrage.

Comme l'indique la recommandation précédente, le Syndicat s'efforce de faire jouer un plus grand rôle aux permanentes et permanents syndicaux dans la procédure d'arbitrage.

11. FRAIS DE GARDE D'ENFANTS ET DE SOINS À UNE PERSONNE ÂGÉE

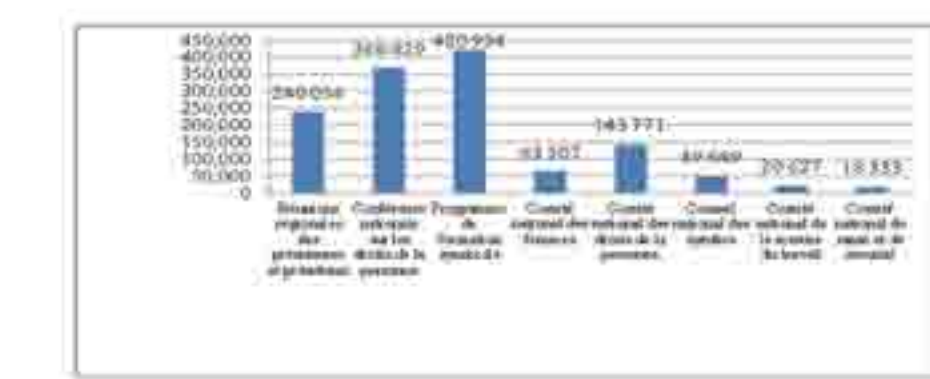
Les frais de garde d'enfants ou de soins à une personne âgée facturés au bureau national dans le cadre d'activités nationales s'élèvent à 26 815 \$.

12. DÉPENSES LIÉES AUX ACTIVITÉS NATIONALES

12.1 Le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses liées aux activités nationales du Syndicat pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses des activités suivantes :

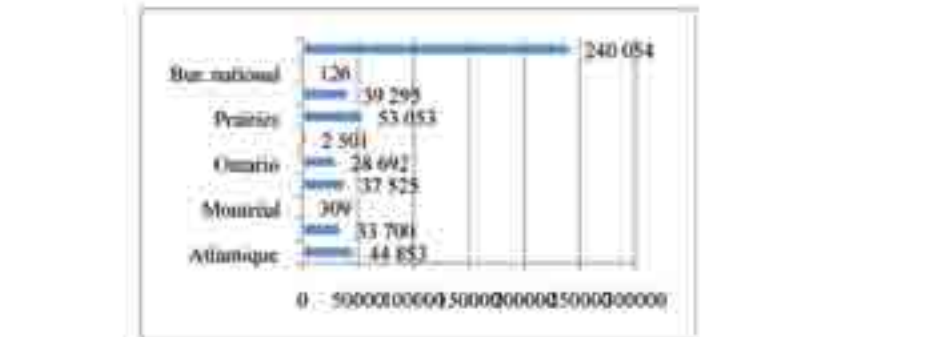
- Réunions régionales des présidentes et présidents;
- Conférence nationale sur les droits de la personne;
- Troisième session du Programme de formation syndicale (Port Elgin);
- Autres réunions statutaires.



12.2 Réunions régionales des présidentes et présidents

Le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses associées à la tenue des réunions régionales des présidentes et présidents dans les huit régions du Syndicat. Le coût total de ces réunions s'élève à 240 054 \$.

Voici une répartition, par région, des coûts liés aux réunions régionales des présidentes et présidents (ce sont pas inclus dans ces coûts les salaires des dirigeants et dirigeants locaux qui ne sont pas libérés à plein temps, leurs salaires étant facturés aux sections locales) :



12.3 Conférence nationale sur les droits de la personne

Le Conseil national des syndicats a examiné les coûts liés à la Conférence nationale sur les droits de la personne qui s'est tenue à Ottawa, du 20 au 22 juin 2014. En tout, la Conférence a attiré 121 participantes et participants provenant des huit régions et du bureau national. Le coût total de la Conférence nationale sur les droits de la personne s'élève à 368 829,78 \$.

12.4 Au cours de la présente vérification, le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses du Programme de formation syndicale offert à Port Elgin en 2014. Ce sont 48 participantes et participants qui ont pris part au programme de 2014.

- Semaine 1 -- du 29 mars au 4 avril 2014
- Semaine 2 -- du 1^{er} au 6 juin 2014

Le total des dépenses pour ces deux semaines s'élève à 420 954,18 \$.

12.5 Autres réunions nationales statutaires

Le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses associées aux réunions nationales statutaires énumérées ci-dessous.

Conformément aux états financiers vérifiés du Syndicat, au 30 juin 2014, les coûts des réunions sont les suivants (en ordre décroissant) :

Activité	Dépenses
Comité national des droits de la personne	143 771 \$
Comité national des femmes	65 507 \$
Comité national des syndicats	49 649 \$
Comité national de la mesure du travail	20 627 \$
Comité national de la santé et de la sécurité	18 333 \$

Par conséquent, le

13. CAMPAGNE « SAUVONS POSTES CANADA »

Le Conseil national des syndicats a examiné les dépenses associées à la campagne « Sauvons Postes Canada ». Les dépenses, pour la période visée par la présente vérification, totalisent 929 758,97 \$. De ce montant, 370 000 \$ proviennent du fonds général et 359 758,97 \$ proviennent du fonds de réserve. Le montant total comprend, sans toutefois s'y limiter, des dépenses telles que les salaires perdus, les salaires des coordonnatrices et coordonnateurs de campagne, les frais d'impression, les fournitures et la publicité.

En ce moment, six coordonnatrices et coordonnateurs travaillent à la campagne « Sauvons Postes Canada ». Trois y travaillent à partir du bureau national. Il s'agit de la collègue Kristen MacEachern et des confrères Jean-Philippe Giesier et Steve Ferland. Les trois autres coordonnateurs régionaux sont la collègue Shelley Sillers, qui couvre les régions de l'Atlantique, du Centre, de l'Ontario et du Toronto métropolitain; le confrère Alain Robitaille, qui couvre les régions du Québec et du Montréal métropolitain et la collègue Darh McNelly, qui couvre les régions des Prairies et du Pacifique. Tous et toutes travaillent sans relâche à la campagne « Sauvons Postes Canada ».

14. DÉPLACEMENTS

14.1 Le Conseil national des syndicats n'est attaché aux coûts de location de véhicules au cours de la dernière vérification. Le tableau ci-dessous indique les coûts associés aux déplacements effectués par les régions et le bureau national.

Région	Depense	Véhicule privé	Location de véhicules	Transport	TOTAL
Bureau national	6 393,00 \$	14 416,00 \$	18 888,97 \$	138 413,67 \$	178 302,59 \$
Atlantique	5 312,00 \$	342,00 \$	1 356,42 \$	34 772,46 \$	31 762,88 \$
Québec	14 118,00 \$	3 324,00 \$	3 113,26 \$	4 534,70 \$	25 089,96 \$
Montréal métropolitain	6 223,00 \$	4 449,00 \$	0,00 \$	1 079,18 \$	11 751,18 \$
Centre	2 598,00 \$	1 954,00 \$	4 051,55 \$	7 259,75 \$	15 863,30 \$
Ontario	21 871,00 \$	201,00 \$	79 939,68 \$	7 194,49 \$	110 511,17 \$
Toronto métropolitain	13 983,00 \$	4 616,00 \$	41 611,37 \$	8 022,32 \$	69 292,64 \$
Pyajon	1 548,00 \$	28,00 \$	11 303,18 \$	87 717,21 \$	101 090,39 \$
Pacifique	576,00 \$	7 083,00 \$	2 081,05 \$	40 303,81 \$	50 033,86 \$
Total	73 872,00 \$	41 728,00 \$	143 887,38 \$	718 884,41 \$	994 932,79 \$

* Transport: Billé d'essais, de tous, stationnement et taxi.

* Les bureaux régionaux de l'Atlantique, du Québec et du Montréal ont leurs propres véhicules et les frais de garage inclus.

Les coûts ont été engagés par les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux élus.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que le Conseil exécutif national continue d'examiner des façons de réduire les coûts du Syndicat prévus aux paragraphes 7.42, 7.43 et 7.44.

Le Conseil exécutif national prend note de cette recommandation et continuera de chercher à réduire les coûts du Syndicat prévus aux paragraphes 7.42, 7.43 et 7.44.

15. EXAMEN DES RELEVÉS DE DÉPENSES

Le Conseil national des syndicats a examiné, pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, les relevés de dépenses individuels des dirigeantes et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux. Il a aussi examiné les relevés de dépenses individuels des permanentes et permanents syndicaux suppléants.

15.1 Au cours de la présente vérification, nous avons malheureusement de nouveau constaté qu'un certain nombre de personnes ont combiné sur un seul relevé leurs dépenses de plusieurs mois plutôt que de soumettre un relevé tous les mois. Et c'est sans compter les personnes qui étaient en congé annuel ou qui bénéficiaient d'un autre type de congé.

15.2 Dans ses deux rapports précédents, le Conseil national des syndicats a recommandé l'emploi d'un journal de bord pour chaque véhicule utilisé par les dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux. Un journal de bord a été mis à leur disposition, mais ils ne l'ont utilisé que rarement. Tel qu'il a déjà été mentionné, l'utilisation d'un journal de bord contribuerait grandement à éliminer la perception selon laquelle les véhicules loués ou appartenant au Syndicat servent à des fins personnelles et nous permettrait de assigner toute utilisation à des fins personnelles, comme l'exigent les lignes directrices de l'Agence du revenu du Canada (ARC).

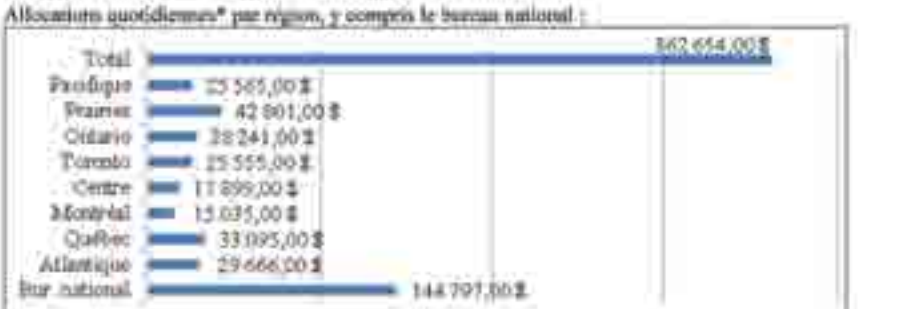
15.3 Depuis sa 5^e vérification menée dans le cadre du mandat de 2005-2008, le Conseil national des syndicats souligne que l'utilisation de véhicules loués continue de soulever d'importantes préoccupations. La présente vérification fait état de l'utilisation de plusieurs véhicules loués à long terme. Tel qu'il a été mentionné, le Conseil national des syndicats est préoccupé par la perception selon laquelle les véhicules loués à long terme sont utilisés à des fins personnelles, ce qui, selon les lignes directrices de l'Agence du revenu du Canada, constitue un avantage imposable. Il est important de noter que des véhicules ont été achetés pour les régions qui louaient un véhicule à long terme, mais la date d'achat n'est pas visée par la présente période de vérification.



15.4 Il arrive souvent que les autorisations de déplacement et de location de véhicule ne soient pas datées ni signées, et, lorsqu'elles sont remises, il arrive bien trop souvent qu'elles le soient après la date de déplacement. Tel qu'il est indiqué dans la précédente vérification, les paragraphes 7.53, 7.54, 7.55 et 7.56 indiquent clairement quelles autorisations doivent être obtenues.

15.5 Plusieurs personnes continuant de recevoir un remboursement de téléphone cellulaire beaucoup plus élevé que le montant des frais mensuels moyens prévus dans le forfait national, et qui, selon les informations transmises au Conseil national des syndicats, s'élèvent à 85 \$ par mois.

15.6 Dans ses deux dernières vérifications, le Conseil national des syndicats a souligné le fait qu'il n'existe aucun moyen de vérifier ni de comparer les demandes d'allocations quotidiennes. Dans sa réponse à ces deux dernières vérifications, le Conseil exécutif national a indiqué qu'il tiendrait des discussions et un examen approfondi de la recommandation formulée dans la vérification précédente. Le Conseil national des syndicats a été informé qu'aucune discussion ni aucun examen n'avait eu lieu. Nous sommes consternés de voir que le Conseil exécutif national répond toujours qu'il donnera suite à la recommandation, mais n'en fait rien.



* Les allocations quotidiennes comprennent les frais d'hébergement.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

15.1 Que le secrétaire-trésorier national rappelle aux dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux, et à toutes les personnes concernées, l'obligation qui leur incombe de remettre *chaque mois* un relevé de dépenses.

Une note à ce sujet sera envoyée à tous ceux et celles qui soumettent des relevés de dépenses mensuels. De plus, il en sera question dans le cadre de la séance d'orientation donnée à tous ceux et celles qui seront élus au congrès national de mai 2015.

15.2 Que le Conseil exécutif national adopte, dès que possible, une résolution rendant obligatoire l'utilisation du **journal de bord** pour quiconque utilise un véhicule loué par le Syndicat ou appartenant à ce dernier.

Des journaux de bord doivent être utilisés pour tous les véhicules appartenant au Syndicat et ceux qui sont loués au mois. Les locations d'un mois ou moins font l'objet d'un contrôle grâce aux contrats de location imputés aux activités précises.

15.3 Que le Conseil exécutif national rappelle à toutes les personnes devant remettre un formulaire d'autorisation de déplacement ou signer un tel formulaire qu'il est important de le dater pour qu'il soit possible d'en faire une vérification exacte.

Le Conseil exécutif national convient de dater les formulaires d'autorisation au moment où ils sont préparés.

15.4 Que le secrétaire-trésorier national veille à ce que tous les membres qui continuent d'utiliser un forfait personnel n'obtiennent pas un remboursement plus élevé que le coût mensuel moyen du forfait national de téléphones cellulaires, qui, selon l'information transmise au Conseil national des syndicats, s'élève à 55 \$ par mois. Dans la vérification précédente, le Conseil exécutif national avait répondu que la recommandation était déjà en place.

Un examen des quelques cas où certaines personnes ont reçu un remboursement supérieur à 55 \$ par mois révèle que les coûts additionnels étaient liés au forfait de données qui, selon le contrat national, constituent des frais supplémentaires.

15.5 Que le Conseil exécutif national veille au suivi de sa réponse à une recommandation du Conseil national des syndicats selon laquelle le secrétaire-trésorier national, de concert avec le Comité exécutif national, mette par écrit les lignes directrices actuelles relatives aux demandes d'allocations quotidiennes et les communique à tous les paliers du Syndicat, et qu'il exige que tous les dirigeants, dirigeantes, permanentes et permanents syndicaux incluent, dans leur relevé de dépenses mensuel, un rapport de leurs activités quotidiennes semblable à celui qui est présentement utilisé par certains membres, à l'appui de leurs demandes d'allocations quotidiennes.

Des lignes directrices visant les demandes d'allocations quotidiennes seront incluses dans l'orientation qui sera donnée à tous les dirigeants, dirigeantes, permanentes et permanents syndicaux élus au congrès national de mai 2015. Les statuts nationaux n'exigent pas de rapport d'activité quotidiens, mais des rapports d'activité doivent être fournis selon l'alinéa 4.41 c) des statuts nationaux. Les directrices et directeurs nationaux discuteront de cette question lors de la prochaine réunion prévue au paragraphe 4.03.

16. CESSATION D'EMPLOI ET BÉNÉFICIAIRE

Nous avons examiné les sommes versées aux dirigeantes et dirigeants, permanentes et permanents nationaux et régionaux qui sont entrés en fonction ou qui ont cessé d'occuper leur fonction entre le 1^{er} juillet 2013 et le 30 juin 2014.

Selon les informations mises à notre disposition, les sommes suivantes ont été versées :

Frais de déménagement et de relocalisation (pour 7 399 payés à un membre :	14 919,46 \$
--	--------------

17. MEMBRES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DU STTP

17.1 Tout le personnel administratif qui travaille au bureau national et aux bureaux régionaux est visé par une convention collective négociée entre le STTP et leur syndicat respectif.

	Syndicat canadien des employés et employés professionnels et de bureau (SEPB 225)	Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP 1979)
N ^o d'employés et employées	47 plus une personne affectée à un remplacement au bureau national	22 plus une personne affectée à un remplacement temporaire
Début de la convention collective	1 ^{er} janvier 2012	16 août 2009
Fin de la convention collective	30 juin 2013	15 août 2013

17.2 Au 30 juin 2014, le STTP comptait trois employées et employés des services administratifs visés par des contrats de travail individuels. Les postes de ces trois personnes et la date d'échéance de leur contrat sont les suivants :

1. Directrice des finances et de l'administration avril 2016
2. Directeur de la technologie de l'information décembre 2014
3. Directrice, affaires électroniques août 2012

17.3 Pour l'année financière se terminant le 30 juin 2014, le Conseil national des syndicats a constaté que les membres de l'unité de négociation du SEPB 225, unit bureau national et régionaux, ont travaillé environ 345 journées de congé annuel inutilisées, ce qui correspond à environ 87 045 \$.

Le Conseil national des syndicats a aussi constaté que les crédits de congé de millions inutilisés des membres de l'unité de négociation du SEPB 225, qui sont remboursés au taux de 20 % selon leur convention collective, représentaient la somme de 299 052,97 \$.

Au 30 juin 2014, les membres de l'unité de négociation du SCFP 1979 travaillant au bureau national, comptaient pour leur part environ 672 journées de congé annuel inutilisées, ce qui correspond à environ 180 959,48 \$.

18. PRÉSENCE

Le Conseil national des syndicats a examiné les congés annuels, les congés de préretraite et les congés pour raisons personnelles pris par les dirigeantes et dirigeants et les permanentes et permanents syndicaux du bureau national et des bureaux régionaux.

Le Conseil national des syndicats confirme que le suivi de l'assiduité est fondé sur un système de confiance, chaque dirigeant et dirigeante et permanente et permanent syndical étant responsable de rendre compte de son assiduité dans son relevé mensuel de dépenses.

Pour l'exercice 2013-2014, environ 2 617 jours de congé annuel n'avaient pas été pris au 30 juin 2014 par les dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux, ce qui représente environ 711 458 \$. Il s'agit d'une augmentation d'environ 125 jours par rapport à l'exercice 2012-2013.

Le Conseil national des syndicats continue également que sur les 67 dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux visés par la présente vérification, neuf (9) d'entre eux prennent vingt (20) semaines ou plus de crédits de congé annuel inutilisés, tandis que six (6) autres ont dix (10) semaines ou plus de crédits accumulés.

Le Conseil national des syndicats continue aussi que le Conseil exécutif national n'a pas donné suite à sa réponse à la question de l'assiduité soulevée dans le cadre de la deuxième vérification. Dans sa réponse, le Conseil exécutif national indiquait ce qui suit : « Les trois recommandations suivantes seront étudiées à fond par le Conseil exécutif national lors de la réunion de juin 2013 prévue au paragraphe 4.03 des statuts nationaux. »

Loes de leur réunion de juin 2014, les membres du Conseil exécutif national ont discuté du paragraphe 7.38 des statuts nationaux, mais n'ont pas adopté de résolution finale à l'égard de l'accumulation de crédits de congé annuel.

En juin 2014, le pousif évenuel lié au paiement des crédits de congé pour raisons personnelles non utilisés par les dirigeantes et dirigeants des bureaux national et régionaux s'élevait à 31 687,42 \$. Le Conseil national des syndicats constate que certaines régions utilisent leurs formulaires de congé de façon sporadique et qu'il peut y manquer des renseignements.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que l'ensemble des dirigeantes et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux utilisent les crédits de congé annuel qui n'ont pas encore été utilisés. Que le Conseil exécutif national applique le paragraphe 7.38 des statuts nationaux dans le cas des crédits de congé annuel inutilisés à la fin d'un exercice.

Le Conseil exécutif national a adopté un processus pour garantir le respect des dispositions du paragraphe 7.38 des statuts nationaux, et ce processus est conforme aux dispositions de report des crédits de congé annuel de la convention collective de l'unité urbaine.

- Que le secrétaire-trésorier national élabore et mette en œuvre une politique et une procédure en matière d'assiduité qui seront utilisées aux paliers régional et national pour assurer le suivi exact des congés annuels et des congés pour raisons personnelles.

À la prochaine réunion prévue au paragraphe 4.03, les directeurs nationaux discuteront des pratiques exemplaires à mettre en œuvre pour satisfaire aux recommandations du Conseil national des syndicats.

19. LISTES D'INVENTAIRE DES BUREAUX NATIONAL ET RÉGIONAUX

Pour que la secrétaire-trésorier national puisse comptabiliser adéquatement l'actif du Syndicat, comme le prévoit le paragraphe 4.55 des statuts nationaux, il doit avoir à sa disposition une liste d'inventaire du bureau national et des huit bureaux régionaux. Ces listes doivent indiquer tous les articles achetés par le Syndicat (fraiseurs, mobilier, etc.), à l'exception des fournitures de bureau.

Pour la période visée par la présente vérification, le Conseil national des syndicats a constaté que le bureau national n'avait que deux listes d'inventaire à jour, et que la liste d'inventaire de six des huit régions et celle du bureau national n'étaient pas à jour.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

- Que les six bureaux régionaux et le bureau national qui n'ont pas remis leur liste d'inventaire à jour au bureau national le fassent d'ici le 30 avril 2015.

Les directeurs nationaux et le personnel du bureau national seront invités à réviser et à mettre à jour leur liste d'inventaire d'ici le 30 avril 2015.

- Que le bureau national et les bureaux régionaux fassent une mise à jour annuelle de leur liste d'inventaire.

Cette mise à jour se fera dorénavant tous les ans.

20. ASSURANCES

Conformément au paragraphe 4.99 a) des statuts nationaux, le Conseil national des syndicats s'est assuré de l'existence d'une police d'assurance nationale contre les risques raisonnables de perte au 30 juin 2014. La police d'assurance comprend une protection contre la malhonnêteté d'un montant maximal de 50 000 \$ par incident.

La police d'assurance est maintenant disponible dans les deux langues officielles (français et anglais).

21. FONDS SYNDICAUX

21.1 Le Conseil national des syndicats a examiné les états financiers de l'exercice 2013-2014 qui ont été vérifiés par le cabinet comptable Marcl Lavalée. Ces états financiers fournissent des informations relatives au Fonds général, au Fonds de défense et au Fonds de réserve.

Comme le prévoit le paragraphe 7.13 des statuts nationaux, voici le tableau des soldes vérifiés de chacun des fonds au 30 juin 2014 en comparaison avec ceux du 30 juin 2013.

	30 juin 2014	30 juin 2013
Fonds général	(1 861 309) \$	(1 228 361) \$ (R)
Fonds de défense	(8 462 161) \$	17 334 511 \$
Fonds de réserve	12 218 649 \$	8 105 210 \$

(R) : La solde des fonds marges d'un côté (R) a été noté pour se conformer aux nouvelles méthodes comptables du 1^{er} juillet 2013.

21.2 Conformément au paragraphe 7.20 des statuts nationaux, les sommes habituellement versées au Fonds de défense ont été versées au Fonds général.

21.3 Le Conseil national des syndicats a constaté que, pour la période de vérification, les versements de 5 % au Fonds de réserve ont été effectués mensuellement, ce qui est conforme au paragraphe 7.17 des statuts nationaux.

Deux vingts cinq pour cent (2,5 %) des revenus du fonds de réserve sont alloués au financement des activités de syndicalisation externe, comme le prévoit le paragraphe 7.17 des statuts nationaux.

22. SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE STTP

La Société immobilière STTP a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario. Par la suite, la société a été prorogée sous la Loi des corporations de l'Ontario le 16 juin 2009. La société est propriétaire de trois immeubles, de cinq condominiums résidentiels et de deux espaces à bureaux en copropriété :

- le bureau national du STTP situé au 377-385, rue Bank, à Ottawa (Ontario);
- le bureau de la région de l'Ontario du STTP situé au 344, rue Sovereign, à London (Ontario);
- le bureau de la région du Pacifique du STTP situé au 999, rue Cartwright, à New Westminster (Colombie-Britannique);
- cinq condominiums résidentiels situés au 1223, rue Wellington à Ottawa (Ontario);
- le bureau de la région du Québec du STTP situé au 5000, boulevard des Gralliers, bureau 340 à Québec (Québec);
- le bureau de la région du Montréal métropolitain du STTP situé au 585, Crémazie Est, bureau 4400, à Montréal (Québec);

Le financement pour l'achat des immeubles et le capital social ont été obtenus au moyen du placement de sommes tirées du fonds de défense qui ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de mode de remboursement déterminé. Selon les états financiers vérifiés au 30 juin 2014, le solde de l'hypothèque commerciale (consenti par la banque Toronto Dominion) est de 979 444 \$ pour les condominiums résidentiels. La valeur nette des actifs de la Société immobilière STTP, énumérés ci-dessus, atteint 8 771 809 \$.

23. RAPPORTS FINANCIERS

23.1 Le Conseil national des syndicats constate que les états financiers de la période visée par la vérification n'ont pas été envoyés aux sections locales conformément au paragraphe 4.50 des statuts nationaux.

23.2 Le Conseil national des syndicats a examiné les prévisions budgétaires envoyées aux sections locales, conformément au paragraphe 7.02 des statuts nationaux, et adoptées par le Conseil exécutif national à sa réunion du 18 août 2014.

23.3 Le Conseil national des syndicats a examiné les états financiers du l'exercice 2013-2014, vérifiés par le cabinet comptable Marcl Lavalée et adoptés par le Conseil exécutif national à sa réunion du 15 janvier 2015. Le point 21.1 du présent rapport fait état du solde des divers fonds syndicaux.

24. PAIEMENT DES CONGÉS POUR FONCTIONS SYNDICALES (CLAUSE 26.06) DE L'UNITÉ DE L'EXPLOITATION POSTALE ÉCRIVAIN

24.1 Selon l'information obtenue dans le cadre de la présente vérification, au 30 juin 2014, le bureau national a récupéré auprès des sections locales toutes les sommes dues relatives aux congés pour fonctions syndicales pris avant avril 2000.

Des versements doivent être offerts aux conseils des syndicats des 14 dernières années pour les efforts qu'ils ont déployés pour recouvrer auprès des sections locales les sommes dues relatives aux congés pour fonctions syndicales (26,06) et les remettre au Fonds général.

24.2 Pour la quatrième vérification, qui vise la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, le Conseil national des syndicats a aussi vérifié les sommes que Postes Canada a retournés des cotisations syndicales destinées au palier national, comme le prévoit l'alinéa 26.06 b).

Sommes retournées :	
Juillet 2013	24 786,25 \$
Août 2013	23 166,19 \$
Septembre 2013	25 919,80 \$
Octobre 2013	44 708,88 \$
Novembre 2013	47 793,65 \$
Décembre 2013	60 995,12 \$
Janvier 2014	31 550,63 \$
Février 2014	42 546,01 \$
Mars 2014	35 063,42 \$
Avril 2014	41 255,29 \$
Mai 2014	90 299,95 \$
Juin 2014	30 901,39 \$

Le montant total des sommes retournées pour cette période de douze mois s'élève à 498 964,58 \$. Il s'agit d'une importante augmentation de 204 627,94 \$ par rapport à la vérification précédente de 12 mois.

24.3 Pour plusieurs sections locales, il est de pratique courante que le bureau national déduise de leurs ristournes le montant correspondant au congé pour fonctions syndicales. Le Conseil national des syndicats craint que les sections locales ne suivent pas les étapes énoncées à la clause 26.06 de la convention collective, en particulier l'alinéa 26.06 b), avant qu'elles ne demandent au bureau national de déduire de leurs ristournes le montant de la facture de Postes Canada.

L'alinéa 26.06 b) indique ce qui suit :

« Si le Syndicat, ou selon le cas, la section locale, est d'opinion que la facture contient une erreur, il ou elle doit, dans le délai prévu à l'alinéa 26.06 d), fournir par écrit à la Société des explications détaillées au sujet de la prétendue erreur. Tout somme réclamée sur la facture qui n'est pas contestée, doit être réglée dans le délai prévu à l'alinéa 26.06 d). »

Si les sections locales n'ont pas vérifié pas les factures qu'elles reçoivent de la Société canadienne des postes, le bureau national n'a alors aucun moyen de savoir si la facture contient ou non des erreurs. La Société canadienne des postes pourrait ainsi se voir verser des milliers de dollars auxquels elle n'a pas droit et qui, en réalité, devraient revenir aux sections locales. Au cours de l'année financière 2012-2013, un total de 320 mois de congés pour fonctions syndicales ont été déduits des ristournes locales. Pour l'année financière 2013-2014, il y a eu une augmentation de 44 mois, ce qui porte le total à 364 mois.

Par conséquent, le Conseil national des syndicats recommande :

24.1 Que le palier national continue de recouvrer les sommes liées aux congés pour fonctions syndicales et qu'il encadre (formation et éducation) les sections locales qui ne font pas les paiements de la façon prévue à la clause 26.06 de la convention collective urbaine.

Le palier national a mis en place une marche à suivre pour veiller au recouvrement des sommes liées aux congés pour fonctions syndicales, et cette pratique se poursuivra. Les sections locales pour qui la marche à suivre pose des difficultés sont encadrées et reçoivent des conseils.

24.2 Que le secrétaire-trésorier national continue d'envoyer aux directeurs nationaux concernés, en copie conforme, la lettre mensuelle qu'il fait parvenir aux sections locales et qu'il indique en objet « Factures non payées déduites par la SCTP ».

Toutes les lettres envoyées aux sections locales à propos du recouvrement des sommes liées aux congés pour fonctions syndicales sont également envoyées aux directeurs nationaux concernés, et cette pratique se poursuivra.

25. FONDS D'ÉTUDES JOE DAVIDSON

Le Conseil national des syndicats a examiné la documentation indiquant que les sommes d'études ont été octroyées conformément au paragraphe 11.04 des statuts nationaux.

En août 2013, un membre a reçu une bourse de 8 010,92 \$ pour payer les allocations quotidiennes, les déplacements, les frais d'impression et les salaires perdus liés à sa participation au Collège canadien des travailleurs du Congrès du travail du Canada. Un autre membre a reçu une bourse de 2 450,21 \$ pour payer les allocations quotidiennes, les déplacements et les salaires perdus liés à sa participation, en mai 2014, à un cours offert par le service d'éducation syndicale de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

26. COMITÉ DE L'ANNEXE « AA »

Le Conseil national des syndicats a vérifié les coûts du Comité de l'annexe « AA » pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Le comité est composé de deux membres du STTP qui travaillent avec la Société à terme, à mener et à évaluer des projets liés à la coïncidence et à la livraison du quartier. Les membres du Comité répartissent au prorata le temps qu'ils consacrent au comité de l'annexe « AA », dont une partie est payée par Postes Canada et l'autre par le bureau national.

Le STTP a payé un montant de 59 260,29 \$, qui correspond à sa portion des coûts du Comité.

FONDS D'ÉDUCATION – UNITÉS DE NÉGOCIATION DU SECTEUR PRIVE

Nous avons aussi examiné l'état des fonds d'éducation des unités de négociation du secteur privé. Selon un imprimé d'ordinateur au 30 juin 2013, les soldes sont :

• RMS Pope	2 500,00 \$
• NSMC – Bedford	24 121,46 \$
• Easy Express – Atlantique	1 000,00 \$
• Bee Clean – Windsor	450,00 \$
• Bee Clean – Hamilton	1 300,00 \$
• Bee Clean – Kitchener-Waterloo	150,00 \$
• Dynamex – Red River	23 632,40 \$
• Total	53 153,86 \$

29. SYNCRICALISATION EXTERNE

29.1 Selon l'information remise au Conseil national des syndicats pour la période visée par la présente vérification, le tableau suivant présente l'état du fonds destiné au financement de la syndicalisation externe :

Solde au 30 juin 2013	1 478 090,74 \$
Plus 2,5 % du Fonds de réserve (du 1 ^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014)	758 655,72 \$
Moins les dépenses pour la période du 1 ^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014	1 362 136,35 \$
Solde au 30 juin 2014	1 854 610,11 \$

Il est à noter que les frais juridiques connexes ne sont pas imputés au fonds réservé à la syndicalisation externe.

29.2 Pour la période visée par la présente vérification, nous constatons une diminution du nombre d'unités de négociation de secteur privé. Leur nombre est passé de 24 à 22.

Nous constatons également que le recouvrement des cotisations syndicales auprès des unités de RMS Pope a été effectué.

En ce qui concerne le Fonds d'éducation, le Syndicat a reçu des sommes des sept unités suivantes : Dynamex Red River; Bee Clean – Hamilton; NSMC – Bedford; Bee Clean – Kitchener-Waterloo; Bee Clean – Windsor; Easy Express – Atlantique; et RMS Pope – Atlantique.

30. PRÉCOMPTÉ ET EFFECTIF

Le Conseil national des syndicats a fait la vérification des précomptes et de l'effectif, conformément au sous-alinéa 4.99 a) de nos statuts nationaux pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Les informations et statistiques provenant de relevés informatiques mis à notre disposition pour fin d'analyse. Les relevés désignent tous les employés et employés comme étant « à plein temps », « à temps partiel » ou « temporaires » et indiquent le statut de membre approprié, selon la définition fournie dans les statuts nationaux et les différentes conventions collectives. Ce sont :

- « Membres en règle » à plein temps, à temps partiel et temporaire;
- « Membres » à plein temps, à temps partiel et temporaire;
- « Rand » à plein temps, temps partiel et temporaire.

Note :

- Les termes « membre en règle » et « membre » sont définis dans les paragraphes 1.04 et 1.07 des statuts nationaux.
- Le terme « Rand » fait référence à la formule prévue à l'article 70 du *Code canadien du travail* pour recueillir les cotisations syndicales des employés et employées qui ont choisi de ne pas être membres du syndicat ou qui ont perdu leur statut de membre aux termes du paragraphe 1.11 des statuts nationaux.
- Les syndicats veulent continuer à vous présenter les précomptes et les effectifs sur une période de 6 mois pour une représentation plus ventée, même si la vérification est sur une base annuelle maintenant.
- Pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, il y a eu une baisse des effectifs dans certaines unités représentées par le STTP d'environ 2%, soit 1 040 membres en moins.
- Seulement pour l'unité urbaine relevant les autres unités nous avons une perte de (1 328).

TABLEAU N°1

(Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis)

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES EN RÉGLE, MEMBRES ET FORMULE RAND PAR SECTEUR DE NÉGOCIATION 1 ^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2013				
	EMPLOIÉ, URBAIN	FFRS	SECTEUR PRIVE	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	42 804	7 836	746	51 386
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	43 437	7 771	746	51 954
Variation	(633)	65	0	(568)

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES EN RÉGLE, MEMBRES ET FORMULE RAND PAR SECTEUR DE NÉGOCIATION 1 ^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2014				
	EMPLOIÉ, URBAIN	FFRS	SECTEUR PRIVE	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014	42 109	8 039	766	50 914
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	42 804	7 836	746	51 386
Variation	(695)	203	20	(472)

TABLEAU N°2

(Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis)

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES EN RÉGLE, MEMBRES ET FORMULE RAND TRAVAILLANT À PLEIN TEMPS, À TEMPS PARTIEL OU TEMPORAIRE 1 ^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2013				
	PLEIN TEMPS	TEMPS PARTIEL	TEMPORAIRE	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	37 648	5 949	7 889	51 386
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	38 338	6 117	7 499	51 954
Variation	(690)	(168)	290	(568)

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES EN RÉGLE, MEMBRES ET FORMULE RAND TRAVAILLANT À PLEIN TEMPS, À TEMPS PARTIEL OU TEMPORAIRE 1 ^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2014				
	PLEIN TEMPS	TEMPS PARTIEL	TEMPORAIRE	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014	37 201	5 854	7 859	50 914
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	37 648	5 949	7 789	51 386
Variation	(447)	(95)	70	(472)

TABLEAU N°3
(Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis)

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES PAR STATUT 1 ^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2013				
	MEMBRES EN RÉGLE	MEMBRES	RAND	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	45 244	2 016	4 571	51 831
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	46 152	2 050	4 776	52 978
Variation	(908)	(34)	395	(547)

Note : 445 membres à vie sont inclus à l'intérieur des membres en règle pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013.

424 membres à vie sont inclus à l'intérieur des membres en règle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013.

En conformité avec le paragraphe 1.21 des statuts nationaux, 112 personnes ont obtenu le statut de membre à la retraite du STTP mais ne sont pas inclus à l'intérieur des tableaux ci-dessus. Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis.

MOYENNE DU NOMBRE DE MEMBRES PAR STATUT 1 ^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2014				
	MEMBRES EN RÉGLE	MEMBRES	RAND	TOTAL
Moyenne : 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014	44 234	2 056	5 084	51 374
Moyenne : 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013	45 244	2 016	4 571	51 831
Variation	(1 010)	40	513	(457)

Note : 460 membres à vie sont inclus à l'intérieur des membres en règle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014.

445 membres à vie sont inclus à l'intérieur des membres en règle pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013.

En conformité avec le paragraphe 1.21 des statuts nationaux, 122 personnes ont obtenu le statut de membre à la retraite du STTP mais ne sont pas inclus à l'intérieur des tableaux ci-dessus.

TABLEAU 4
(Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis)

NOMBRE MOYEN DE MEMBRES PAR RÉGION, PAR GROUPE ET PAR SECTEUR DE NÉGOCIATION 1 ^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2013									
RÉGION	UNITE DE L'EXPLORATION (RÉGION)						UNITE PRIVE	UNITE RURAL	TOTAL
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Région	Total			
Atlantique	1 159	1 366	29	5	11	2 570	152	946	3 668
Québec	839	2 279	5	0	2	3 125	18	1 551	4 694
Montréal	2 801	2 084	159	9	1	6 054	29	233	6 314
Centre	1 440	2 073	36	5	1	3 564	91	1 196	4 853
Toronto	4 083	1 041	212	16	8	5 360	65	354	7 779
Ontario	1 861	4 690	65	10	1	6 627	89	1 403	8 119
Prairies	2 961	4 147	125	17	2	7 252	246	1 466	8 958
Pacifique	2 239	1 910	74	6	3	4 252	76	492	7 020
Total	17 392	24 610	705	68	29	43 804	746	7 836	51 386

NOMBRE MOYEN DE MEMBRES PAR RÉGION, PAR GROUPE ET PAR SECTEUR DE NÉGOCIATION 1 ^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2014									
RÉGION	UNITE DE L'EXPLORATION (RÉGION)						UNITE PRIVE	UNITE RURAL	TOTAL
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Région	Total			
Atlantique	1 139	1 364	29	5	11	2 552	152	954	3 644
Québec	801	2 240	5	0	2	3 049	18	1 606	4 667
Montréal	2 756	2 053	160	8	1	5 986	31	242	6 254
Centre	1 389	2 014	35	5	1	3 444	93	1 222	4 761
Toronto	4 068	1 067	208	17	10	5 370	71	366	7 801
Ontario	1 797	4 558	62	10	2	6 429	80	1 444	7 964
Prairies	2 892	4 072	129	17	2	7 112	245	1 493	8 854
Pacifique	2 208	1 876	77	6	3	4 173	79	517	6 969
Total	17 050	24 244	709	68	41	42 169	766	8 039	50 914

TABLEAU 5
(Les chiffres de tous les tableaux ont été arrondis)

RÉPARTITION DES FONDS REÇUS 1 ^{er} JUILLET 2013 AU 30 JUIN 2014	
Revenu des cotisations (1)	43 430 500,96 \$
Régimes locaux	(19 275 174,29) \$
Prélèvements locaux	(202 643,94) \$
Régimes locaux additionnelles (paragraphe 7.08)	(755 067,80) \$
Capitalisation – Prélèvements des retraités	(472 939,79) \$
Assurance facultative	(1 245 059,57) \$
Assurance-vie de base	(1 854 631,88) \$
Prélèvements non anticipés et retenu	(147 341,65) \$
Fonds de réserve	(1 416 331,70) \$
Fonds généré	(27 090 951,84) \$

Note : Le tableau ci-dessus indique, pour la période de vérification, le total des Fonds reçus et leur répartition.

(1) Dans ce montant, il y est inclus, en date du 30 juin 2014, la somme de 1 029 138,78 \$ (soit 7,89 millions nationaux). Pour répondre à certains besoins, le Conseil exécutif national peut décider, à la majorité des deux tiers, d'imposer des prélèvements spéciaux à tous les membres. Ces prélèvements ne peuvent toutefois pas excéder 10 \$ en une même année. Ce montant sera prélevé au mois d'août de 2012 à 2013.

31. CONCLUSION

Au cours de la période visée par la présente vérification, le Conseil national des syndicats a de nouveau constaté une baisse des revenus, et il s'inquiète pour la bonne marche continue de notre Syndicat.

Tout au long du mandat qui s'achève, le Conseil national des syndicats s'est efforcé de dresser un tableau complet des coûts associés aux services offerts aux membres, ainsi que des coûts associés aux activités et responsabilités nationales et régionales du Syndicat.

Après le congrès, le nouveau Conseil exécutif national sera chargé de trouver des solutions pour maintenir le niveau de service actuel aux membres (soit en respectant les obligations et responsabilités financières actuelles du Syndicat, dans un contexte de revenus en baisse).